

Centre International de Formation Européenne
Institut Européen des Hautes Études Internationales
DIPLOME DES HAUTES ÉTUDES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES
Filière Trilingue
Année universitaire 2008/2009



**Le secteur énergétique de la Russie entre
économique et politique**

Par
Liliana TROFIM

Directeur de recherche
M.Claude NIGOUL
Directeur de l'I.E.H.E.I., Secrétaire General de l'Académie de la Paix et de la Sécurité
Internationale
M. Nizar BEN AYED,
Directeur de la filière anglophone.

Tables des matières

Introduction	- 4
I. La politique de croissance des années 2000 – 2008	
I. 1. La politique étrangère de la Russie (2000 – 2008).....	– 9
I. 2. Gazprom – le moteur de la croissance russe	– 13
I. 3. L’internationalisation du géant gazière russe – Gazprom.....	– 18
I.3.1. Gazprom – acteur majeure des marchés gazières européens.....	– 18
I.3.2.L’Asie et l’Amérique du Nord : les voies de diversification.....	– 23
II. La géopolitique gazière de la Russie	
II. 1. La géopolitique gazière dans la CEI.....	– 30
II.1.1. La géopolitique du transit gazière via Ukraine.....	– 32
II.1.2. Crise gazière I.....	– 33
II.2.1. Les relations russo- européennes a travers les hydrocarbures.....	– 37
II.2.2. Les partenaires loyaux.....	– 40
II.2.3. Crise gazière II.....	– 42
II.2.4.North Stream et Yamal.....	– 44
II.2.5. South Stream et Nabucco.....	– 46
III. L’enjeu autour des ressources de l’Asie	
III. 1. L’enjeu énergétique de l’Asie Centrale.....	– 49
III. 2. Diversification des marches des exportations vers l’Asie-Pacifique et l’Etas- Unis	– 53
IV. La crise financière, quel impact sur la Russie?.....	– 62
Conclusions.....	–67
Bibliographie.....	-69
Anexe.....	– 80

ACRONYMES

APEC – Asia -Pacific Economic Cooperation

CEI – Communauté d'États Indépendants

CPC – Caspian Pipeline Consortium

GNL – Gaz Naturel Liquéfié

OMC – Organisation Mondiale du Commerce

OPEG – Organisation des pays exportateurs de gaz

OTAN – l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

RUE – RosUkrEnergo

UE – Union Européenne

URSS – Union des Républiques Socialistes Soviétiques

ВСТО – Восточный нефтепровод/ **VSTO** – Pipeline Oriental

Introduction

1. Préface

Dans un contexte de nouvel équilibre de marchés internationaux d'hydrocarbures, l'accès aux ressources est une question marquée par des contextes politiques, juridiques, économiques. Les questions énergétiques ont pris sur la scène internationale une ampleur qui ne s'était pas vue depuis la crise de l'énergie de 1973-1974. La demande mondiale continue de croître en raison, des principales économies émergentes, comme la Chine et l'Inde, soutenue par des pays industrialisés. Mais, l'approvisionnement en énergie, la production d'énergie et son utilisation partout dans le monde ne concernent plus seulement l'industrie de l'énergie et la politique économique intérieure, mais, de plus en plus, la politique étrangère.

De cette manière, deux tendances récentes ont relancé le débat concernant la place et la stratégie de la Russie sur la scène énergétique mondiale. Le premier est l'évolution de sa production pétrolière et gazière et la seconde est la reprise en mains du secteur énergétique par le gouvernement de V. Poutine. Avec lui, la Russie est parvenue à rétablir sa situation économique, car grâce à ses importants revenus gaziers et pétroliers, elle s'est engagée dans une croissance économique. Simultanément, elle a considérablement accru ses exportations vers l'Union Européenne, les Etats-Unis, la Chine et le Japon. Elle a réduit considérablement sa dette extérieure en remboursant anticipativement quelques dizaines de milliards de dollars au Club de Paris.

En s'appuyant sur une économie en expansion et sur ses exportations d'hydrocarbures, la Russie a retrouvé ces derniers temps son statut de grande puissance et effectue son retour sur la scène mondiale où elle s'affirme économiquement. Grâce à la principale compagnie gazière russe Gazprom, qui introduit annuellement 40 milliards dollars dans le budget de l'Etat, la Russie devient de plus en plus forte sur la scène internationale.

A la différence du commerce des articles industriels réalisé dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, la vente des produits énergétiques se fait dans le cadre de règlement établis et sans cesse modifiés par des régions, des pays, des associations de producteurs et de consommateurs. De cette façon, la Charte énergétique, qui n'a pas été ratifiée ou signée par les plus grands pays exportateurs d'hydrocarbures, "*lèse manifestement les intérêts des pays producteurs de pétrole et de gaz*".¹ Or, les deux crises financières avec l'Ukraine, étaient due aux lacunes des rapports juridiques entre les fournisseurs, les pays de transit et les consommateurs de gaz. Cependant, le réseau de gazoducs actuel, constitué de conduites très longues, bordées de nombreux consommateurs, avec un débit fixé et une demande en hausse, ne pas être à l'origine de conflits, surtout en période de grands froids.² De l'autre cote la décision d'aligner les prix du gaz aux tarifs mondiaux en vigueur, a été catalogue comme une stratégie guidée par des objectifs politiques.

Or, les négociations conflictuelles entre la multinationale russe et les consommateurs européennes ont déterminé les deux de réviser leurs relations. Dans le cadre de cette stratégie conflictuelle, l'UE invoque la nécessité de s'affranchir de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, tant que la Russie envisage de diriger ses ressources vers l'Orient.

De ce fait, la Russie a renforce ses relations avec les pays de l'Asie Centrale, qui est une variable essentielle dans l'équation gazière russe. Les intérêts économiques et stratégiques des pays de l'Asie Centrale, rencontrent les intérêts de la Russie, qui table sur les importations gazières kazakhs et surtout turkmènes afin de satisfaire ses engagements contractuels et sa demande intérieure, tout en différant de couteux investissements dans le développement de nouveaux gisements. Toutefois, l'enjeu des "tubes" ne se limite pas à l'Ouest de la Caspienne, mais concerne également l'Est.

¹ R. YAKEMTCHOUK, "Les objectifs de la politique étrangère dans l'expansionnisme économique de la Russie", RSPI, Nr.296, 4/2007.

² *Ibid.*

Ainsi, étant donné qu'aujourd'hui la Russie cherche de s'internationaliser sur le marché énergétique mondial, grâce au pétrole mais, il est possible que dans quelques décennies, grâce au gaz naturel liquéfié, elle a commencé son développement en direction des marchés asiatiques, voire même en direction du marché nord-américain.

2. Les objectifs de l'analyse

La Russie est un défi pour la plupart des acteurs internationaux, une énigme pour ceux qui ne parviennent pas à comprendre ses mécanismes et un large sujet pour les analystes et les critiques.

Le thème "*Le secteur énergétique de la Russie entre politique et économique*" a représenté et pour moi un défi, étant donné que depuis quelque temps le sujet est devenu très à la mode pour les mass-médias et très politisé à la fois. Ce que j'ai essayé de jouer par le biais de ce travail est une histoire immédiate de nos jours, dont pour la comprendre son essence, j'ai suivi le fil des événements exposés par les analystes et les critiques.

Parce que le sujet de ma thèse est un d'actualité, j'ai fait appel aux documents qui font plausible cette histoire immédiate. De cette manière, j'ai utilisé les discours, les entretiens, les communiqués et les conférences de presse, d'ambassadeurs, de ministres, et de présidents. En même temps, les sites officiels des administrations nationales et internationales ont été des importants points où j'ai collecté d'information, dont fait la preuve de mon écriture. Simultanément, les *Centres d'Etudes de Sécurité*, les *Instituts de relations internationales*, les *Instituts Diplomatiques* se sont révélées être une source inestimable dans l'analyse politique et économique du secteur gazière russe. En tant que dispositif d'analyse et de critique, j'ai recouru au *Carnegie Moscow Center for International Peace*, *Institut for Security Studies*, *Institut Français des Relations Internationales*, etc.

Egalement, étant toujours sur l'agenda de beaucoup des acteurs internationaux, j'ai fait appel aux agences de presse, aux revues, aux journaux et aux mémoires. Comme titre d'exemple je peux citer: *"Dipkurier"*, *"Nezavisimaia Gazeta"*, *"Financial Times"*, *"Izvestia"*, *"Russia in global affairs"*, *"Foreign Affairs"*, *"Journal of Democracy"*, *"Diplomaticheskii Vestnik"*, *"Interfax"*, *"Regards sur l'Est"*, *"Ria Novosti"*.

3. Les grandes lignes de chapitres

J'ai organisé mon travail en trois chapitres, dont chacun traite un certain aspect du secteur énergétique russe.

Dans le premier chapitre, j'ai mis en relief la base de la politique étrangère russe. En analysant l'importance d'hydrocarbures pour la croissance économique du pays, j'ai mis en évidence l'évolution de sa production pétrolière et gazière et l'économisation de la politique étrangère. Simultanément, sa principale compagnie gazière Gazprom, s'est révélée comme moteur de la croissance économique de la Russie. Or, pour des différentes raisons, depuis une décennie, le holding russe essaie de s'internationaliser. De cette façon, il vise de s'affranchir des marchés européens et de pénétrer l'espace Asie-Pacifique, voir même Amérique de Nord, et de conserver ses partenariats avec l'Asie Centrale. Cependant, malgré ses objectifs économiques, le Kremlin est accusé d'utiliser Gazprom afin de rendre à la Russie une place sur la scène internationale.

Dans le deuxième chapitre, j'ai montré la source des "guerres de gaz" et les otages de ces conflits. De cette manière, j'ai accordé importance aux relations de la Russie, voir Gazprom, avec les anciens pays soviétiques et avec son principal marché gazier, l'Union Européenne. Historiquement, la Russie se sent plus attachée aux certains pays européens, d'où, elle a développé une série de partenariats avec des pays loyaux. En plus, la mise en place des projets North Stream et South Stream montre la volonté de Gazprom d'éviter une nouvelle série de conflits avec des pays qui accueillent les gazoducs russes, dont acheminent le gaz vers l'Europe.

Enfin, dans le troisième chapitre j'ai examiné l'enjeu énergétique de la Russie dans l'Extrême-Orient. De cette manière, j'ai soumis à l'analyse les objectifs russes dans la zone Asie-Pacifique, voir même les Etats Unis. Ainsi, j'ai mis en évidence le caractère et le rôle de GNL, tant pour le fournisseur que pour le consommateur. Simultanément, j'ai mis l'accent sur les projets dans la zone. De cette manière, sur long terme Gazprom table sur les projets de gazoducs de l'Ile de Sakhaline, qui vont jouer une importance primordiale pour l'économie du pays. En fin de compte, j'ai étudié l'impact de la crise financière actuelle sur la Russie, qui a laissé de sérieuses empreintes sur le secteur énergétique russe et par conséquent sur l'économie du pays.

IV.

I. La politique de croissance des années 2000 – 2008

I. 1. La politique étrangère de la Russie (2000 – 2008)

Des la chute de l'URSS, la Fédération de Russie a connu des évolutions économiques, politiques et sociales non ordinaires. Les frontières de l'ancienne URSS ont été modifiées, et la Russie s'est fait privée d'un quart de l'espace et d'une moitié de la population de ce qui formait URSS. L'ouverture au monde, l'introduction de la propriété privée, l'économie de marché, la libre circulation, les nouvelles modalités de la vie politique ont bouleversé les comportements et les modes de gouvernement. La Russie va être soumise, au cours de vingt années, à une chaîne de réformes et contre-réformes.

Au moment où Vladimir Poutine accède au pouvoir, d'abord comme Premier ministre, en août 1999, ensuite comme Président, en mars 2000, la Russie présente tous les symptômes de "l'homme malade" de l'Europe. La crise financière de l'été 1998, l'opération de l'OTAN au Kosovo au printemps 1999, la succession de trios Premiers ministres pendant trois mois – ne cesse de montrer le manque de vigueur de la diplomatie russe et l'absence d'une politique étrangère cohérente.³

Depuis l'arrivée au Kremlin de Vladimir Poutine, la Russie a défini ses ambitions diplomatiques d'inscrire son développement intérieur selon les objectifs des nouvelles réalités internationales, en exprimant en même temps sa volonté d'intégrer toutes les organisations ou forums internationaux – G8, APEC, OMC, etc.⁴

³ Laurent RUCKER, "*La politique étrangère russe. A l'Ouest, du nouveau!*", La documentation française, Le courrier des Pays de l'Est, 2003/8 – n.1038, pp. 24 – 41.

⁴ Isabelle FACON, "*Pesanteurs de la politique extérieure russe: les contraintes d'une quête de singularité*", Le Journal de la Paix, n.491, Février 2006, pp.11-17.

Selon le président de la Fondation Politika, Viatcheslav Nikonov, la Russie, pour Vladimir Poutine, doit :

“Devenir une grande puissance moderne, économiquement forte, technologiquement avancée, socialement développée et politiquement influente”, une Russie “compatible avec l’économie globale”.⁵

Même les documents officiels axés sur la sécurité militaire soulignent que *“les intérêts économiques deviennent plus importants par rapport aux intérêts politiques et militaro-politiques”*. Le *“passage rapide à la croissance économique”* est conçu par Moscou comme l’une des conditions décisives pour que la Russie puisse *“s’assurer une place valable dans le monde”*.⁶

Pour faire preuve qu’elle mérite *“une place dans le monde”*, Moscou ne cesse pas de proposer ses apports à la lutte contre les défis de sécurité globaux – terrorisme international, prolifération des armes de destruction massive, conflits régionaux et territoriaux, trafics de drogue, criminalité organisée transnationale.

Mais, seulement avec Vladimir Poutine que Russie va mettre tous ses efforts pour justifier le désir d’acquérir *“cette place”*. De cette manière, l’adoption de la doctrine de la politique étrangère, en juin 2000, fixera pour objectifs *“l’inclusion large de la Russie dans le système des relations économiques internationales”*, la *“création des conditions externes favorables à la croissance économique”*, et à la *“fondation d’une économie de marche”*. Pour faire plus claire la doctrine, au moment de son adresse au Parlement, en 2001, Vladimir Poutine déclarait :

“Nous devons apprendre, dans notre politique étrangère, à défendre les intérêts économiques du pays en général, des entreprises et des citoyens russes”⁷

⁵ Isabelle FACON, 2006, *op.cit.*, pp. 11-17.

⁶ *Ibid.*

⁷ Laurent RUCKER, 2003, *op.cit.*, pp.10-11

L'économisassions de la politique extérieure russe reflète la lucidité du Kremlin concernant l'importance du facteur économique dans les relations internationales. Ainsi, pour que la Russie puisse "s'assurer une place valable dans le monde", "le passage rapide a la croissance économique" est une condition indispensable.⁸

Cependant, les Occidentaux voient selon cette économisation de pays une tentative d'utiliser les atouts économiques de la Russie comme une arme politico-stratégique. Autrement dit, la Russie use ses hydrocarbures comme instrument de pression, vis-à-vis des Etats de la CEI, ou de coopération, tant avec l'UE, que la Chine, le Japon, et bien entendu les Etats – Unis.⁹

Malgré ça, le Président Poutine ne concevait pas l'économisation du pays seulement comme un pas vers le développement économique, en attirant des investissements étrangers et en favorisant les exportations, mais aussi comme un levier pour définir la "vocation" de la Russie. Or, tenant compte que jusqu'à la chute de l'URSS la Russie a eu depuis toujours un statut impérial, avec Poutine elle va chercher une sphère d'influence – ou plutôt "des intérêts privilégiés" – dans l'ancien espace Soviétique. De l'autre cote, la Russie n'accepte pas un monde unipolaire, raison pour la quelle elle cherche à contrecarrer le rôle et l'influence des États – Unis. Concernant le poids d'influence des États – Unis, au cours d'un entretien à la télévision russe, le Président Dimitri Medvedev a déclaré :

*"The world should be multi-polar. A single-pole world is unacceptable. Domination is something we cannot allow. We cannot accept a world order in which one country makes all the decisions, even as serious and influential a country as the United States of America. Such a world is unstable and threatened by conflict."*¹⁰

⁸ Isabelle FACON, "La politique extérieure de la Russie de Poutine. Acquis, Difficultés et Contraintes", disponible sur: <http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001305.pdf>

⁹ Laurent RUCKER, 2003, *op.cit.*, pp.10-11 .

¹⁰ Entretien accordé a la TV chaîne NTV, le 31 Août, 2008, site du Président de la Russie, http://www.president.kremlin.ru/eng/speeches/2008/08/31/1850_type82912type82916_206003.shtml

De la même façon, la Russie veut que lors de la prise des décisions au niveau européen ou mondial, ses points de vue soient pris en compte. Enfin, elle ne cherche pas l'isolement, mais au contraire, la Russie veut des meilleures relations avec l'Europe et les États-Unis.¹¹

Replacer la Russie sur la scène internationale est une question très délicate, car le “default”, a mis fin aux ambitions internationales du Moscou. A la veille de la démission du Boris Eltsine, Vladimir Poutine a déclaré qu'à la base du krach de l'Union Soviétique, s'est trouvé un système économique inefficace. De cette manière, le jour qu'il arrive au Kremlin, Vladimir Poutine se propose comme but de redonner à la Russie le statut d'acteur international, n'en utilisant pas une idéologie militaire, mais au contraire, une idéologie économique.¹²

Le fait que certains concevaient “le monde sans la Russie”, a ambitionné l'esprit du nouveau Président. Il a mis l'accent sur la nécessité de faire de la Russie “*un État fort*” et a souligné que “*la puissance de la Russie doit être construite sur une économie de type capitaliste*”. A cette occasion, Poutine a formulé les principales tâches du Kremlin, dans les termes de modernisation par l'intégration du pays dans des processus mondiaux et par l'attraction des investissements étrangers. En bref, sous Poutine, la politique étrangère a été conçue comme une ressource pour la réalisation du “*projet économique russe*”¹³

Mais ce processus, qui devrait contribuer puissamment au renforcement du standing international de la Russie, exigeait “*une restauration de la verticalité du pouvoir*”. Dans son livre, “*Première Personne*” Vladimir Poutine a déclaré que, “dès le début, la Russie a été créée comme un super-État centralisé”.¹⁴ Pour Poutine, il s'agit de réaffirmer le pouvoir

¹¹ Steven PIFER, “*Reversing the Decline: An Agenda for U.S.-Russian Relations in 2009*”, Foreign Policy at BROOKINGS, POLICY PAPER, n.10, January, 2009, pp.7-9.

¹² Дмитрий ТРЕНИН, “*Внешняя Политика*”, Московский Центр Карнеги, Январь 2008 /Dmitrii TRENIN, “*Foreign Policy*”, The Carnegie Moscow Center, January, 2008

¹³ Дмитрий ТРЕНИН, “*Внешняя политика Владимира Путина*”, Московский Центр Карнеги/ Dmitrii TRENIN, “*Foreign Policy of Vladimir Putin*”, The Carnegie Moscow Center, disponible sur: <http://old.polit.ru/documents/252771.html>

¹⁴ C. ROSS, “*Putin's federal reforms and the consolidation of federalism in Russia: one step forward, two steps back!*”, Department of Politics, University of Dundee, Dundee, DD1 4MN, Scotland, UK

de l'État face aux velléités d'émancipation des régions. Pour y arriver, le président russe a redéfini le partage des compétences et des ressources entre l'État, les régions et les municipalités. Est ainsi à l'ordre du jour la désignation, sur proposition du président des gouverneurs de région et non plus par la voie des élections. De cette manière la, l'action du nouveau président s'exerce principalement selon quatre axes : il s'agit à la fois de reprendre le contrôle de la rente sur les matières premières de reconstruire l'industrie russe et de refondre le champ institutionnel russe dans les régions, tout en se dotant d'une majorité politique stable.¹⁵

En effet, Poutine a "mis de l'ordre" dans le prétendu "chaos". Ils s'est dote de pouvoirs aussi larges pour poursuivre ses réformes économiques, donc pour mener à bien la modernisation de la Russie qu'il s'est fixé pour objectif. Lilia Schevzova, une politologue russe connue, considère que la consolidation du pouvoir de Poutine lui donne de meilleures chances de réaliser des réformes structurelles comme la réforme de l'administration, la libéralisation de l'économie, la réforme de la justice, du système bancaire et de Gazprom ainsi qu'une réforme du parlement dans le sens d'une extension de ses attributions.¹⁶

I. 2. Gazprom – le moteur de la croissance russe

La stratégie de d'accroissement de puissance de la Russie, concerne le pétrole et le gaz qui, selon Sergei Ivanov :

“Sont nos ressources et savoir comment les développer et ou trouver les fonds ne regarde que nous”¹⁷

¹⁵ Jean RADYANYI, “*Pourquoi le président Vladimir Poutine est si populaire en Russie*”, Le Monde diplomatique, décembre 2007.

¹⁶ Roland GÖTZ, “*La Russie au début du second mandat de Poutine*”, Fondation pour la science et la politique, Berlin - Groupe de recherche sur la Russie et la CEI - Institut de politique internationale et de sécurité, Berlin, 2004, disponible sur: http://www.leforum.de/artman/publish/article_190.shtml

¹⁷ Sergei IVANOV, “*Le contrôle de l'Etat russe sur ses ressources énergétiques*”, 7 mai 2009, disponible sur: <http://www.slavika.com/spip.php?article904>

Russie dispose de plus de 30 % des réserves mondiales de gaz, ce qui en fait le premier producteur au monde. La production de pétrole russe a fluctué au cours des ans, mais la dévaluation du rouble et la privatisation des entreprises d'état, comme Gazprom, Yukos, Lukoil, lui ont permis de devenir le deuxième plus grand exportateur de pétrole après l'Arabie Saoudite.¹⁸ Selon la **“doctrine énergétique”** du pays, élaborée en 2003 les secteurs pétrolier et gazier sont-ils *“les instruments de sa politique externe et interne”*, autrement dit les ressources naturelles du pays sont le moteur de la croissance russe. Parallèlement : *“le rôle de la Russie sur les marchés énergétiques mondiaux détermine dans une large mesure son influence géopolitique”*.¹⁹

Par ailleurs, le facteur énergétique constitue un élément central de la politique étrangère de la Russie : que ce soit à l'égard des Etats-Unis, de la Chine, de l'Europe ou encore des pays du Caucase et d'Asie centrale, Moscou use de ce vecteur d'influence pour restaurer des positions internationales perdues avec l'effondrement de l'URSS.²⁰

A partir de 2002, les autorités russes englobent la politique extérieure sous le concept de diplomatie de l'énergie, conçue comme le *“meilleur moyen pour la Russie de reconquérir une place prépondérante sur la scène internationale”*. De ce fait, Kremlin définit sa politique énergétique sous le terme de *“multivectorialité”*, ou *“les différentes orientations géographiques et priorités ne se contredisent pas, mais se complètent entre elles”*.

Pour des raisons économiques, la diversité des partenariats énergétiques est un objectif prioritaire pour le gouvernement russe. Par suite, la politique énergétique est conçue à la fois par la Russie :

¹⁸ *“La résurrection de la stratégie énergétique de la Russie”*, Centre d'Etudes et de Recherche de l'Enseignement Militaire Supérieur, 2005, disponible sur: http://www.cerems-travail.fr/compteur_upload.php?rubrique_id=189&fichier_upload_id=876

¹⁹ *“Энергетическая Стратегия России на период до 2020 года”*, Москва, май 2003 год/ *“La stratégie Énergétique de la Russie jusqu'en 2020”*, Moscou, mai, 2003.

²⁰ *“La résurrection de la stratégie énergétique de la Russie”*, op.cit.

- *comme un outil de contrôle de ses partenaires*
- *comme un instrument de renforcement de ses capacités de production et de distribution par l'apport de capitaux étrangers qui lui permettent de moderniser ses infrastructures* (consolidation des partenariats avec les États – Unis et la Chine)
- *comme un vecteur d'expansion de son influence géopolitique par des stratégies d'acquisition* (reconquête de la zone d'influence de l'ancien espace soviétique).²¹

La relance de la propriété publique a coïncidé avec la reprise par l'État, du contrôle sur l'exploitation des hydrocarbures, jugées comme stratégiques à plusieurs titres. Étant donné, l'État maîtrise le prix d'exportation des combustibles fossiles et donne la ligne de direction pour les routes d'exportation. Le cas de Gazprom est l'exemple type, où l'actionnaire majoritaire maîtrise le contrôle des prix pratiqué par la société. De cette manière, les autorités russes partagent l'opinion qu'exercer le contrôle sur les hydrocarbures est indispensable pour l'économie du pays. A cette occasion, Vladimir Poutine, a exprimé son opinion concernant Gazprom :

*“C'est la structure sur laquelle s'appuie notre croissance économique. A l'heure actuelle, le gaz est vendu en Russie à un prix inférieur à son prix de revient, ce qui assure, dans une mesure considérable, la croissance économique des autres secteurs”*²²

Pour soutenir l'avis de Vladimir Poutine, Rem Viakhirev, l'ancien Directeur de Gazprom, déclarait :

*“Gazprom, c'est l'ossature de l'économie nationale. Ceux qui nous déclarent la guerre risquent de détruire l'économie du pays, provoquer une crise dans tous les domaines et une explosion sociale.”*²³

Après la chute de l'URSS, GAZovaia PROMishlenosti (“industrie gazière”) se transforme

²¹ *Ibid.* pp.1-3

²² C. DURAND et M. PETROVSKI, “Un développementalisme russe ? Le retour de l'Etat en Russie et ses limites”, document de travail pour le CEMI-EHESS, Mars, 2008.

²³ A.GUILLEMOLES, A.LAZAREVA, “Gazprom.Le Nouvel Empire”, Les petits matins, Paris,2008, pp.77.

en 1989 en société d'Etat et quatre années plus tard, en février 1993 devient société par actions. Son premier Président, fut Victor Tchernomyrdine, ancien Premier ministre du Boris Eltsine, devenu ensuite ambassadeur à Kiev. Dès qu'elle devient société par action, l'entreprise est organisée dans le cadre d'une compagnie d'actionnaires, baptisée RAO Gazprom et cinq ans après, en 1998, elle est rebaptisée OAO Gazprom.²⁴

En 2000, l'Etat ne contrôle directement que 38,37% du capital de Gazprom, ce qui ne lui permet de nommer que cinq administrateurs sur les onze du conseil d'administration. Le 24 juin 2005, Gazprom décide de vendre à l'Etat encore 10,7%, pour la somme de 5,9 milliards d'euros, ce qui fait que l'Etat soit détenteur des 50,01% des actions de Gazprom.²⁵

Premier producteur de gaz naturel, la Russie détient en effet un tiers du total des réserves mondiales. C'est les 4 plus grandes entreprises mondiales avec plus de 300 milliards de dollars de capitalisation boursière. L'entreprise représente 8% du PIB russe et génère 40% des recettes de l'Etat. Les gisements exploités par Gazprom renferment environ 30% des réserves mondiales, en outre, Gazprom fournit 94% du gaz naturel russe. La compagnie produit 547 m³ produits par an, soit 20% de la production mondiale.²⁶ En plus, c'est la seule compagnie autorisée légalement à vendre du gaz à l'extérieur des frontières de la Russie.

Avec ses trois cent mille employés, ses énormes gisements et ses 153 000 km de tubes, le monopole du gaz russe Gazprom est une entreprise surdimensionnée, qui englobe une Banque – *Gazprom Bank*, une compagnie d'assurance – *Sogaz*, un holding médiatique – *Gazprom Media* et une équipe de football – *Zenit* de Saint – Petersburg.²⁷ Fondée sur l'exploitation des hydrocarbures, elle est aussi active dans l'industrie nucléaire, la pêche et

²⁴ C.A.PAILLARD, "Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergétique", Russie.Nei.Visions n.17, IFRI, Centre Russie/NEI, mars, 2007, pp.12

²⁵ A.GUILLEMOLES, A.LAZAREVA, "Gazprom.Le Nouvel Empire", Les petits matins, Paris,2008

²⁶ A.DOLGOROUKY, J.AFANASSIEFF "Le monde selon GazProm, la bombe G russe", documentaire sur le gaz et pétrole Russe

²⁷ C.A.PAILLARD, *op.cit.*, pp.13

le tourisme. Né en 1992 sur les cendres de l'ancien ministère soviétique du gaz, le mastodonte est confondu parfois avec la Russie. En bref, dans la Russie des années 2000 – 2008, Gazprom est *“le tronc sur lequel se reconstruit l'économie russe, le fleuron de l'économie nationale et l'instrument pour un retour de la Russie sur la scène internationale”*²⁸

Il est de notoriété publique que le statut actuel de Gazprom s'est du grâce a des relations extrêmement étroites avec le Kremlin. L'ancien directeur de l'administration de Président Poutine (2003 – 2005), ancien vice – premier ministre et actuel Président de la Russie, Dimitri Medvedev, fut le Président du Conseil de direction de Gazprom (2000 – 2001). Depuis 2001, OAO Gazprom est présidée par Alexey Miller, un proche ami du Vladimir Poutine qui travaillait à l'époque avec lui, lorsque celui-ci était responsable des relations extérieures de la mairie de Saint-Pétersbourg.

Ce mélange, entre politique et énergie, fait à user Gazprom comme un instrument de régulation politico-sociale en Russie et sur la scène internationale. De plus, il est de manière certaine que sous le gouvernement de Vladimir Poutine, les questions énergétiques ont pris sur la scène internationale une ampleur qui ne s'était pas vue depuis la crise de l'énergie de 1973-1974. La demande mondiale continue de croître en raison des principales économies émergentes, comme la Chine et l'Inde, et de la demande stable, mais soutenue des pays industrialisés. Ainsi, l'approvisionnement en énergie, la production d'énergie et son utilisation partout dans le monde ne concernent plus seulement l'industrie de l'énergie et la politique économique intérieure, mais, de plus en plus, la politique étrangère.²⁹

²⁸ A.GUILLEMOLES, A.LAZAREVA, *op.cit.*,pp.101

²⁹ *“La sécurité énergétique”*, Affaires étrangères et Commerce international Canada, avril, 2009, dipsonible sur: http://www.international.gc.ca/enviro/energy-energie/energy_security-securite_energitique.aspx?lang=fra&menu_id=22&menu=r

I. 3. L'internationalisation du géant gazière russe – Gazprom

1.3.1. Gazprom – acteur majeur des marchés gazières européens.

Etant présent dans 18 pays de l'Union Européenne, Gazprom cherche actuellement de se rendre plus fort sur tous les marchés mondiaux. Toutefois, derrière les stratégies industrielles de Gazprom, se greffent des enjeux géopolitiques, en particulier pour ce qui touche aux relations avec son "étranger proche" ou à celles avec la Chine, les Etats – Unis et le Japon.³⁰ En ce qui concerne "l'étranger proche", Kremlin cherche de reconquérir la zone d'influence de l'ancien espace soviétique, tant que par rapport aux Etats – Unis et la Chine, Moscou vise de consolider ses partenariats. De ce fait, Gazprom est le levier idéal pour toucher ces objectifs.

Dans le domaine d'hydrocarbures, la Russie s'affirme comme une puissance énergétique dans le monde. Malgré sa situation économique des années 1990, depuis le début des années 2000, la Russie est revenue au tout premier plan sur la scène pétrolière internationale. Selon l'Agence Internationale de l'Energie, la Russie est le deuxième producteur mondial de pétrole, en fait se situer juste derrière l'Arabie Saoudite. En matière de gaz, ce pays joue un rôle incontournable est essentiel dans l'équilibre mondial. Riche en 38% des réserves gazières mondiales (47 trilliards de m³) s'affirme comme le premier producteur mondial de gaz, soit 653 Gm³ en 2007.³¹

Il est de notoriété publique que la Russie gagne terrain de plus en plus sur la scène énergétique mondiale. En effet, cette situation est due à une stratégie de maximisation des exportations et de la production d'hydrocarbures, qui fait d'elle un fournisseur incontournable pour les marchés énergétiques internationaux.

³⁰ C.LOCATELLI, "L'UE: aiguillon des stratégies de Gazprom?", Russie.Nei.Visions n.26, IFRI, Centre Russie/NEI, Février, 2008, pp.6/24

³¹ Energy Balance for Russian Federation, International Energy Agency.

L'industrie pétrolière russe, se dispose autour des trois principaux groupes. Le groupe industrialo-financier privé est le première de ceux trois qui englobe cinq grandes compagnies verticalement intégrées de la production jusqu'à la distribution : Lukoil, Yukos (au moins jusqu'à fin 2004), TNK-BP, Surgutneftgaz et Sibneft. Le deuxième groupe est composé des compagnies qui ne sont pas verticalement intégrées dans la production et la distribution. Finalement, le troisième groupe est composé par des compagnies qui se trouvent sous la houlette de l'Etat ou des gouvernements régionaux.³²

Au contraire du secteur pétrolier, l'industrie gazière russe se trouve sous la direction du holding Gazprom qui détient 70% des réserves russes. Successeur du ministère du Gaz de l'URSS, la compagnie est intégrée verticalement dans la production, transportation et la distribution des matières gazeuses au niveau national et international.³³ D'une part, les compagnies pétrolières nationales et d'autre part les compagnies gazeuses indépendantes contribuent au reste de la production gazière russe.

En 2007, Gazprom a assuré l'exportation des 207 Gm³ dont 168 Gm³ vers l'Europe. Cependant, tenant compte de l'importance de ses réserves, les plans énergétiques de Gazprom concevaient l'élévation de la production et de l'exportation gazière. Sur cet effet, la Russie table pour l'Europe une exportation de 180 Gm³ en 2015 et 200 Gm³ en 2020. Pourtant, si au long terme la Russie fonde ses calculs sur l'Europe, c'est pour des raisons hystériques, géographiques et économiques. Autrement dit, Russie et liée à l'Europe par la proximité des marchés européens, par les infrastructures nées dans les années 1970 et 1980 et par la mise en place des contrats de long terme, grâce auxquels la Russie à projeter le développement des grands gisements de Sibérie Occidentale – Urengoy, Yamburg et Medvezhe.³⁴ D'autant plus, les gisements de la province Yamal (Bovanenko, Kharasavey, Tabei, etc....), ceux de la Sibérie orientale (Kovytko et Chayandiskoe), ceux offshore de

³² C.LOCATELLI, "*Les hydrocarbures russes: une industrie en quete de modele*", Agir, Revue générale de stratégie, 2005.

³³ *Ibid.*, pp.3.

³⁴ C.LOCATELLI, "*L'industrie gaziere russe et son poids dans l'equilibre mondial*", Liaison energie francophonie, Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie, septembre, 2008.

la mer de Barents (Shtokman) ou de la mer de Kara, sont autres réserves gazières russe, qui font plausible l'idée que la Russie est en train de devenir leader sur les marchés gazières mondiaux. .³⁵

Toutefois, les nouvelles provinces gazières à développer exigent de grosses investissements et de nouvelles technologies. Or, pour faire valoir les richesses naturelles de la Russie, Gazprom doit adopter une nouvelle démarche. Dans ce contexte, la société doit renoncer à son statut de monopole et de bondir vers une compagnie mondiale pour qu'elle soit capable de concurrencer les principales compagnies pétrolières internationales que sont Exxon, BP, Chevron or Shell. D'ici, la clé du changement se repose sur : l'élargissement et la diversification des affaires de la compagnie (ne se restreindre pas seulement au gaz, mais de développer le secteur du pétrole, du charbon et de l'électricité), commencer des échanges avec des partenaires étrangères et de vendre les actions sur le marché libre.³⁶

Si on prend en considération les stratégies de Gazprom concernant les marchés internationaux, on peut remarquer une nouvelle approche et des nouvelles orientations :

- Si l'ancienne stratégie était focalisée sur les marchés externes (voir Europe), la nouvelle stratégie vise la ***diversification des marchés de l'exportation***, particulièrement vers la région Asie – Pacifique
- Si l'ancienne stratégie visait la maximisation du volume du gaz, la nouvelle poursuit la ***maximisation du profit***.
- Si l'ancienne stratégie comptait sur des ressources indigènes, la nouvelle concerne la ***croissance des importations*** de l'Asie Centrale
- Si l'ancienne stratégie était caractérisée par deux principes : "*pas des étrangers dans la production*" et "*ventes aux frontières*", la nouvelle stratégie envisage ***l'intégration des compagnies gazières russes dans les affaires internationales***, particulièrement la participation à la production gazière en Asie Centrale et dans

³⁵ *Ibid.*

³⁶ T.MITROVA, "Gazprom's perspective on internal markets", Russian Analytical Digest, Moscow, mai, 2008, pp.2

autres régions.³⁷

Les stratégies gazières de la Russie et de Gazprom se définissent par rapport aux transformations économiques de l'UE, la principale marche d'exportation de la Russie. Or, avec le Traité de Lisbonne, l'UE vise d'avoir une politique énergétique commune, qui permettra à l'Europe de parler d'une seule voix. De cette façon, la libération de marché en Europe modifie les relations producteurs-consommateurs, ce qui détermine Gazprom à répondre par des actions inconvenantes à l'UE. En plus, Bruxelles se montre attaché à un fonctionnement transparent du secteur de l'énergie dans le respect des règles du marché.

Or, la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis des hydrocarbures russes est le résultat d'un choix, elle n'est pas subie mais voulue. Dans le contexte des de faibles perspectives de croissance, de la hausse continue de la demande d'énergie et du déclin de la production européenne, la dépendance énergétique de l'Union européenne était appelée à s'accroître de façon significative.³⁸ Or, il ne faut donc s'étonner ni de la dépendance actuelle (près de 25% du pétrole et 40% du gaz importés par l'Union européenne viennent de Russie), ni du déficit commercial de l'Union avec Moscou (compte tenu de la flambée des prix du pétrole depuis 2000 et de l'accroissement des volumes importés de Russie).³⁹

Les exportations vers l'Europe sont indispensables pour la rentabilité de Gazprom, car elles assurent environ 70% de ses revenus. La hausse des tarifs pour le marché européen, liée à l'indexation du prix de pétrole, a renforcé le différentiel entre les prix intérieurs et prix de l'exportation. Si en 2006, les prix intérieurs pour les entreprises nationales russe s'élevaient à 43\$/1000m³, contre le prix de 240\$/1000 m³ pour les

³⁷ *Ibid.* pp.3

³⁸ Commission européenne, DG Energie, European Energy Outlook to 2020, http://ec.europa.eu/dgs/energy_transport/figures_archive/energy_outlook_2020/execsum.pdf

³⁹ L. DELCOUR, "UE/Russie : les réalités d'une interdépendance", dans "UE/Russie : les réalités d'une interdépendance", Actualités de la Russie et de la CEI, IFRI, janvier, 2009.

exportations a destinations de l'Europe⁴⁰, a partir de 2009 les tarifs ont évolué. Ainsi, conformément à la décision du gouvernement, le tarif pour les consommateurs industriels russes sera équivalent à partir de 2011 à la moyenne européenne, moins les coûts de transit et les droits de douane qui représentent le tiers du prix européen. A l'heure actuelle, le prix pour 1.000 m³ de gaz naturel dont bénéficient les entreprises russes s'élève à un peu plus de 50 dollars, contre 418 dollars en Europe occidentale.⁴¹

Selon le Premier ministre russe, Vladimir Poutine :

“Ce n'est pas du masochisme économique. Nous le ferons sciemment, car nous comprenons que seuls les mécanismes de marché nous permettront de pousser l'économie à adopter de nouvelles technologies, notamment plus économes en énergie. C'est la seule manière de la rendre compétitive”⁴²

Dans les conditions ou, près de 25% du pétrole et 40% du gaz importés par l'Union européenne viennent de Russie et le prix du pétrole depuis 2000 a flambe, l'Europe devrait au moins a moyen terme rester la cliente privilégié de la Russie, tant que de nouvelles infrastructures ne seront pas mises en place pour des exportations vers l'Asie soit vers les Etats-Unis. Mais pour mettre sur pieds des nouveaux gazoducs et des nouvelles filières de GNL, il est besoin de quelques milliards de dollars. Or, l'Europe se présente a être une cliente sure qui, parmi l'accroissement des volumes importés de Russie est en mesure d'aider Gazprom à diversifier ses voies des exportations. Par suite, l'objectif prioritaire de la multinationale est – le profit.

Simultanément, pour arriver a son objectif, Gazprom vise à multiplier mais aussi à sécuriser les réseaux d'exportation a destination de l'Europe. Pour faire arriver en Europe 197 Gm³, la Russie use trois voies principales, par l'Ukraine (capacité de 120 Gm³), par la

⁴⁰ C.LOCATELLI, “Les strategies d'internationalisation de Gazprom, enjeu de la constitution d'une grande compagnie d'Etat russe”, Courier des Pays de l'Est, septembre, 2006, pp.4

⁴¹ “Gaz: Poutine déterminé à libéraliser le marché intérieur”, RIA NOVOSTI, 15 Janvier, 2009.

⁴² *Ibid.*

Biélorussie (le Yamal I, avec une capacité de 33 Gm³) et par la Mer Noire (le Blue Stream, d'une capacité de 16 Gm³). Toutefois, pour augmenter et en même temps pour sécuriser les voies d'exportations, Gazprom table de mettre en service à partir de 2011 le gazoduc Nord Stream (par la Mer Baltique, à destination de l'Allemagne) qui échappera l'Ukraine et la Biélorussie, anciens pays transitoires. En même temps, Nord Stream offre la possibilité au géant russe, de transporter 27 Gm³ pour une première étape, et environ 55 Gm³ jusqu'en 2015.

Parallèlement au Nord Stream, le South Stream est la deuxième grande voie qui va renforcer la sécurité énergétique du continent. Le gazoduc South Stream devra aller de la Mer Noire en Russie jusqu'à l'Italie via les Balkans.⁴³ Avec une capacité de 30 Gm³, South Stream est le concurrent majeur du Nabucco, table par l'Europe d'amener du gaz de la Caspienne et de l'Iran.⁴⁴

1.3.2.L'Asie et l'Amérique du Nord : les voies de diversification.

En raison de diversifier son portefeuille de réserves, Gazprom se tourne à l'heure en direction de la CEI et plus spécifiquement de l'Asie Centrale (Kazakhstan, Turkménistan) même si le holding agit en Amérique (Canada), en Amérique Latine (Venezuela), ou en Afrique (Nigeria, Libye). D'une part, la volonté d'être présente sur la scène internationale, mène la Russie de chercher des voies d'accès aux ressources en hydrocarbures dans les pays étrangers. En effet, derrière la volonté d'accroître ses ressources se trouvent des raisons stratégiques. De l'autre part, concernant l'Asie centrale, l'enjeu est de maîtriser les immenses ressources énergétiques du Heartland Eurasien. Or, les importations originaires de l'Asie centrale – Kazakhstan et Turkménistan – assurent l'équilibre de la balance gazière de la Russie et qui lui permettent de satisfaire ses engagements contractuels en matière d'exportation et la consommation intérieure du pays, sans la forcer d'investir dans

⁴³ “*South Stream: Gazprom et Eni souhaitent dynamiser le projet*”, RIA NOVOSTI, 16 Janvier, 2009.

⁴⁴ C.LOCATELLI, 2008, *op.cit.*, pp. 5.

l'immédiat des prix élevés dans de nouveaux gisements.⁴⁵

En même temps, la Russie pourrait être un fournisseur important de la Chine, grâce à ses gisements de Sibérie orientale et d'Extrême – Orient. Il est de notoriété publique que par l'accord de partage de production Sakhaline II, la Russie table d'exporter de GNL vers la Chine. Mais, hormis les transportations de GNL, Gazprom compte sur le gisement de Kovytko (région d'Irkoutsk), qui dans une première étape pourrait assurer la fourniture de 20 Gm³ à la Chine et de 10 Gm³ à la Corée du Sud. Quant à la deuxième étape (après 2010), les projets gaziers de la Russie concernant l'Asie, s'appuient sur les gisements de la République de Sakha (Chayandiskoye, Talakan), car ceux-ci sont moins bien localisés géographiquement par rapport aux marchés envisagés. Au long terme, Gazprom projette la création d'un "Northeast Asia Gas Pipeline Network", liant les régions productrices de Sakhaline et de la Sibérie Orientale par le Japon, la Chine et la Corée.⁴⁶

Car le Gaz Naturel Liquéfié (GNL) joue un rôle de plus en plus important dans l'industrie de l'énergie nord-américaine, le développement des livraisons de GNL, est une priorité de la politique gazière de Gazprom, dans la mesure où il répond à l'objectif de multiplication des voies des exportations. Ainsi, les premières fournitures aux Etats-Unis, ont été effectuées en 2005. Toutefois, en 2008, la multinationale Gazprom a négocié avec l'américain Exxon Mobil la construction d'un terminal gazier aux Etats-Unis. Selon vice-président de Gazprom, Alexander Medvedev :

*"Le projet surnommé "Blue Ocean", permettrait au gazier russe de livrer du gaz naturel liquéfié (GNL) sur la côte orientale des Etats-Unis en provenance des gisements de Chtokman, dans la mer de Barents, et de la presqu'île de Yamal, en Sibérie occidentale."*⁴⁷

Par suite, la volonté d'élargir le portefeuille des débouchés est bien liée à l'objectif de Gazprom de ne plus dépendre d'un seul marché européen. En même temps,

⁴⁵ *Ibid.*, pp.6

⁴⁶ C.LOCATELLI, 2006, *op.cit.*, pp. 7

⁴⁷ "Gazprom cherche un terminal gazier GNL aux Etats-Unis", RIA NOVOSTI, 18 Juin, 2008.

l'internationalisation de Gazprom assure au pays un cadre propice pour jouer un rôle géostratégique majeur sur les marchés énergétiques de l'Europe, d'Asie et des États-Unis. Le directeur général du groupe Gazprom, Alexeï Miller déclarait qu'en examinant des itinéraires alternatifs :

“Gazprom était certaine de devenir la première société mondiale dans sept ou huit ans, et pas seulement dans l'énergie... En se déployant tous azimuts (Asie-Pacifique, Amérique du Nord) et en investissant dans le gaz naturel liquéfié, les pipelines, le pétrole, l'électricité, le trading des hydrocarbures, le marché du CO2”⁴⁸

Cette Gazpromisation de la multinationale ne s'arrête pas ici. Le 15 mai 2008, Gazprom a signé un accord avec PETRO CANADA pour fournir 100% du gaz naturel à destination du terminal méthanier Rabaska. Cette dernière est un partenariat entre trois sociétés - Gaz Métro, Enbridge et Gaz de France – consistant à construire un terminal capable d'accueillir des navires méthaniers qui transportent du gaz naturel liquéfié (GNL) au Québec et à Ontario. L'entente préliminaire prévoit le début de l'approvisionnement en 2014. Le GNL proviendra du gisement de Chtokman dans la partie centrale de la mer de Barents.⁴⁹

Toutefois, la société russe ne cesse d'avancer sur les marchés mondiaux. Le géant russe Gazprom est intéressé par le projet de gazoduc reliant l'Alaska de Canada et au reste des États-Unis. A cette occasion, le Directeur General de Gazprom a déclaré pour le Forum Economique de St.Petersburg :

“Nous sommes intéressés par une participation à un projet d'ampleur comme la construction d'un gazoduc en Alaska et avons déjà soumis des offres à nos partenaires ConocoPhillips et British Petroleum”⁵⁰

Le projet Altaï vient aussi de répondre à la stratégie de diversification des voies

⁴⁸ “Gazprom à la conquête de la planète”, Fondation AgoraVox, 28 Juin, 2008

⁴⁹ “Gazprom – Rabaska. L'approvisionnement réglé”, Radio-Canada.ca, 15 mai, 2008

⁵⁰ “Gazprom wants to join gas pipelines in Alaska”, Reuters, 7 Juin, 2008.

d'approvisionnement énergétique. De cette façon, en mars 2006, Gazprom et la China National Petroleum Corporation ont signé le Protocole sur les livraisons de gaz naturel à la république populaire de Chine. Les premières livraisons de GNL russe sont prévues pour l'année 2011. Parce que la demande dépasse la capacité de l'extraction chinoise, Gazprom a choisi d'approvisionner la Chine avec du GNL via deux routes :

- la route Occidentale via un tronçon reliant la Russie au Xinjiang Uyghur, la région autonome de l'ouest de la Chine en passant par l'Altai ;
- la route Orientale via les champs gaziers de Sakhaline.⁵¹

Quant à la dernière route, elle est destinée à la zone pacifique, à la Chine et à l'Amérique du nord. Mark Albers, vice-président directeur d'Exxon Mobil Corporation a déclaré :

*“Le projet Sakhalin-1 représente l'un des plus gros investissements en énergie en Russie et témoigne de la coopération internationale pour mener à bien ce projet dans l'un des environnements arctiques les plus difficiles au monde, en toute sécurité et en respectant l'environnement”*⁵²

Les partenaires en co-entreprise avec ENL dans le projet Sakhalin-1 comprennent le consortium japonais SODECO (30 %), la compagnie pétrolière indienne d'État ONGC Videsh Ltd. (20 %) et des filiales de Rosneft, la compagnie pétrolière russe d'État, Sakhalinmorneftegas-Shelf (11,5 %), ainsi que RN-Astra (8,5 %).⁵³

Le projet Sakhalin – I, annoncé rentable en octobre 2001, prévoit l'exploitation de trois gisements situés sur le plateau continental au nord-est de Sakhaline. Les réserves exploitables sont estimées à 307 millions de tonnes de pétrole et à 485 milliards de m³ de gaz.⁵⁴

⁵¹ Fondation AgoraVox, 28 Juin, 2008, *op.cit.*

⁵² “Sakhalin-1 Project Receives Award for Excellence from International Petroleum Technology Conference”, ExxonMobil, December, 2008

⁵³ Проект “Сахалин-1”, /Projet Sakhalin-1, disponible sur: <http://www.sakhalin-1.ru/ru/>

⁵⁴ Fondation AgoraVox, 28 Juin, 2008, *op.cit.*

Le frère de Sakhalin – I, Sakhalin – II est d’une importance capitale pour la Russie, car représente un investissement de 20 milliards de dollars, soit 15,8 milliards d'euros. Le projet, développé par Sakhalin Energy représente un des plus vastes projets intégrés pétrole et gaz au monde. Le 18 février 2009 a été inauguré le complexe de production de Gaz Naturel Liquéfié, destiné à fournir les marchés japonais, coréen et américain. Des 9,6 millions de tonnes qui pourront être produites annuellement, 65% seront destinées au Japon.⁵⁵ Le projet prévoit en outre la création d’une importante usine de liquéfaction de gaz dont la quasi-totalité de la production doit être livrée au marché nord américain mais aussi aux plus grands consommateurs de GNL au monde : la Corée du Sud et le Japon. Située en mer d’Okhotsk devant l’île Sakhaline (au nord du Japon), le projet prévoit la construction de deux plates-formes de forage intégrant pétrole et gaz (Lunskoye et Piltun Astokhskoye) dans des profondeurs d’eau respectives de 48 et 30 m.⁵⁶

Les clients japonais, coréens et américains, ont signé déjà des contrats de long terme. De cette façon, Sakhalin Energy devrait devenir le premier fournisseur de gaz en Asie-Pacifique. Le Chef de Direction de Sakhalin Energy, Ian Craig a déclaré :

“Quand le projet Sakhalin II sera pleinement opérationnel, il fournira environ 5% de la demande mondiale de GNL, une contribution significative au renforcement de la sécurité énergétique mondiale”⁵⁷

Egalement, la mise à profit et l’emploi des ressources énergétiques vise et le Heartland de l’Asie Centrale. De cette façon, la Russie via Gazprom a développé des relations énergétiques avec des pays de l’ancien Bloc Soviétique. Afin de garantir la croissance du potentiel d’exportation, en 2007, la Russie, le Turkménistan, le Kazakhstan et par la suite l’Ouzbékistan ont conclu un accord pour la construction d’un nouveau gazoduc sur le

⁵⁵ “GNL : importante étape dans le projet Sakhalin II”, Enerzine.com, 18 février, 2009.

⁵⁶ “Russia opens first LNG plant in Sakhalin”, Earthtimes, 18 février, 2009.

⁵⁷ Fondation AgoraVox, 28 Juin, 2008, *op.cit.*

territoire ouzbek, destiné aux exportations de gaz turkmène.⁵⁸ Si le nouveau tube – Pré-Caspien – est mis en service, il aura une capacité de transportation de 26 à 30 milliards de mètres cubes par an.⁵⁹

Simultanément, le géant russe est impliqué dans une collaboration avec l'Iran. Au cours d'une rencontre de travail avec le ministre iranien du Pétrole Gholam Hossein Nozari, le ministre de l'Énergie Sergueï Chmatko a déclaré :

*"Nous avons mené des entretiens sur le développement des relations irano-russes dans les hydrocarbures. Nous croyons que nos deux pays ont un grand potentiel de coopération dans le secteur pétro gazier",*⁶⁰

En juin 2006, les deux plus importants producteurs de gaz du monde, la Russie et l'Iran, ont conclu un accord stratégique qui défend non seulement leurs intérêts communs, mais aussi ceux du Pakistan et de l'Inde et probablement du Turkménistan et de la Chine.⁶¹ Il s'agit de fameux projet de gazoduc Iran-Pakistan-Inde, qui devrait fournir 110 millions de mètres cubes de gaz iranien par jour vers l'Inde et le Pakistan.

Pourtant, l'unification des réseaux de transport de gaz russe et iranien, inquiète les consommateurs gaziers, car le rapprochement entre la Russie et l'Iran dans le secteur gazier définit un cadre propice à l'émergence d'une organisation de pays producteurs de gaz, analogues au cartel pétrolier⁶²

Le souci concernant la création d'un OPEG (Organisation des pays exportateurs de gaz) du gaz est liée à la volonté du Gazprom de coopérer avec l'Algérie en vue *"du projet du gazoduc Transalpi, qui relie le Nigeria à l'Algérie pour des livraisons vers l'Europe et*

⁵⁸ "Gazoduc Caspien: le résultat de la coopération Russie-Turkménistan-Kazakhstan (ministre russe de l'Énergie)", RIA NOVOSTI, Juillet, 2008.

⁵⁹ "Un nouveau gazoduc russe traversant l'Ouzbékistan", Asie-Centrale.com, septembre, 2008

⁶⁰ "Gazprom signe un mémorandum de compréhension avec l'Iran", RIA NOVOSTI, Avril, 2008

⁶¹ "L'Iran en chasse sur les terres de Gazprom?", RIA NOVOSTI, Avril, 2008.

⁶² I.TOMBERG, "La Russie et l'Iran jettent les bases d'une nouvelle donne énergétique mondiale", Voltairenet.org, Juin, 2006.

acheminera 20 à 30 milliards de mètres cubes par an”⁶³ Le protocole prévoyait une coopération algéro-russe dans “*l’exploration, l’extraction, le transport d’hydrocarbures, le développement d’infrastructures gazières, le traitement et la vente de gaz*” en Russie, en Algérie ou dans des pays tiers.⁶⁴

Au sujet de la création d’une organisation des pays producteurs de gaz, Alexandre Medvedev, vice-président de Gazprom, responsable pour les exportations, a expliqué que :

*“Les contrats de gaz sont à long terme. Il y a des obligations pour les fournitures qui sont régulées par ces accords. La création d’un tel cartel par les pays producteurs de gaz n’est pas possible, même dans l’avenir. Cela dit, le forum des pays producteurs de gaz va continuer à avoir un dialogue entre eux”*⁶⁵

⁶³ “Gazprom s’installe en Algérie”, Juin, 2008, disponible sur: www.algerie-dz.com

⁶⁴ Ibid.

⁶⁵ “Gazprom s’installe en Algérie”, El Watan, Juin, 2008, disponible sur: <http://www.elwatan.com/Gazprom-s-installe-en-Algerie>

II. La géopolitique gazière de la Russie

II. 1. La géopolitique gazière dans la CEI

Après la chute de l'Union Soviétique, le secteur énergétiques de plusieurs pays de l'ex – URSS, a été appelé à jouer un rôle économique important pour certains acteurs de la zone CEI, notamment pour la Russie.

À l'immédiat de l'éclatement du Bloc Soviétique, quinze anciennes républiques ont déclaré leur indépendance, tandis que cinq d'entre eux sont apparus comme de gros exportateurs nets d'énergie. En même temps, la relation consommateur – fournisseur a connu des modifications radicales. D'une cote, les importateurs ont connu une croissance des prix. D'autre cote, les exportateurs nets se sont rendu compte que les pipelines livrant d'énergie au niveau local et européen étaient maîtrisées par les pays voisins comme la Russie.

Parmi les difficultés qui handicapaient le développement du secteur énergétique des pays membres de la CEI se trouvent le moins favorable emplacement géographique, l'inaccessibilité directe aux routes maritimes et la manque des gazoducs propres destinées à approvisionner les pays consommateurs de l'Europe. En même temps, le manque d'investissement étranger (actuellement concentrée surtout au Kazakhstan) dans le secteur énergétique figure parmi les obstacles qui empêchent cette région de devenir un important centre de production d'hydrocarbures.⁶⁶ Mais, hormis ces difficultés, le contrôle aléatoire d'accès aux pipelines se relève comme un problème majeur pour les exportateurs nets.

Pour livrer ses produits gazières et pétrolières vers l'Europe, la Russie doit s'acheminer via l'Ukraine et, dans une moindre mesure via le Belarus, pays qui posent d'énormes problèmes au géant russe Gazprom. Dès 2000, le holding a demandé à un consortium

⁶⁶ T. MITROVA, "Gazprom's Foreign energy policy", Russian Analytical Digest, N.41, mai, 2008, pp.4

occidental une étude de faisabilité afin de construire un gazoduc qui évite l'Ukraine.⁶⁷ Une conduite similaire a adopte et Transneft. Le possesseur de plus grand réseau de pipelines dans le monde a construit un oléoduc pour contourner une portion du pipeline qui traverse le Sud-est de l'Ukraine.

Dans le même temps, la Russie a limite les voies de livraison vers l'Europe pour une partie d'exportateurs gaziers, membres de CEI. Comme exemple type serve les trois pays de l'Asie Centrale – Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan – dont la Russie les a fait accepter d'avoir un accès limite aux pipelines de Gazprom. Par exemple la situation géographique du Turkmenistan, qui disposait d'environ 2.900 milliards de Gm³, complique les livraisons de gaz vers les marchés occidentaux et l'Asie De cette façon, l'Ukraine est le principal acheteur du gaz turkmène. En en octobre 2006, les deux parties ont conclu un accord, selon lequel le Turkménistan vend 55 milliards de m³ de gaz à l'Ukraine au prix de 130 dollars les 1 000 m³.⁶⁸ Mais conformément à des accords intergouvernementaux, Gazprom assure le transit du gaz turkmène destiné à l'Ukraine. Cela rend le Turkménistan dépendant du réseau de gazoducs mis en place à l'époque soviétique et contrôles par la Russie.⁶⁹

Depuis l'entre en service, en 2001, du Caspian Pipeline Consortium (CPC), un oleoduc qui achemine le petrole de la mer Caspienne jusqu'au port russe de Novorossiysk, situe sur la Mer Noire, le statut d'exportateur du Kazakhstan est devenu plus important. Le fait que le seul oleoduc d'exportation sur le territoire russe n'est pas controle par la compagnie d'Etat Transneft et que CPC sera bientôt relie aux autres gisements kazakhs, place le Kazakhstan dans une position de négociation plus favorable. De cette manière, la Russie a consenti l'accès du Kazakhstan au long terme au pipeline de Transneft.⁷⁰

⁶⁷ P.MATHIEU, C.R.SHIELLS, "*Les difficultés du secteur de l'énergie dans la Communauté des États indépendants*", International Monetary Fond, Finance & Development, 2002.

⁶⁸ H.ROUSSELOT, "*La bataille pour le gaz turkmène ne fait que commencer*", Géopolitique de l'Asie centrale, Diploweb.com, octobre, 2007

⁶⁹ "*Le Turkmenistan, un pays riche en gaz*", Economie, Asie-Centrale, 8 Janvier, 2007.

⁷⁰ P.MATHIEU, C.R.SHIELLS, *op.cit.*

Concernant le gaz naturel, Gazprom est le principal exportateur qui fournit depuis longtemps du gaz à des prix bas au niveau local et en même temps à certains pays de la CEI, comme la Biélorussie et l'Ukraine.

II.1.1. La géopolitique du transit gazière via Ukraine

Pour la Russie, l'Ukraine est le pays du transit le plus important, étant donné qu'environ 85% du gaz à destination de l'Europe occidentale traverse son territoire. En même temps, 14 000 km de gazoducs d'une capacité de 170 milliards de m³ par an, sont transportés par le principal réseau ukrainien de transport. Selon une analyse de la Commission Européenne, l'Ukraine suit la Russie par rapport à la capacité de stockage de gaz naturel en Europe.

De façon paradoxale, l'Ukraine est devenue dépendante de gaz russe grâce à son statut de pays transitoire. En même temps, Kiev a obtenu des approvisionnements gratuits en gaz naturel cédant en échange le droit à Gazprom de transiter le pays. De cette façon, le "barter" mis en place par les deux parties à change les approches politiques et économiques du Kremlin et de Kiev. Par ailleurs, les contrats d'approvisionnement de long terme apparaissent une fois, comme une garantie des prix favorables et ensuite comme une garantie d'approvisionnement aussi bien au niveau des volumes, car la plupart du gaz qui transite l'Ukraine est acheminé vers l'Europe occidentale.

Le gaz pulse vers l'Europe part par deux trajets principaux. Le premier, qui passe par la Biélorussie, ensuite par la Pologne, achemine environ 20% du gaz. Le deuxième, qui traverse l'Ukraine, se repose sur quatre gazoducs qui fonctionnent en parallèle ainsi que sur une série de dépôts de gaz ayant une grande capacité de stockage.⁷¹

⁷¹ A.GUILLEMOLES, A.LAZAREVA, *op.cit.*, pp.118

Grace a son système de gazoducs (“Bratestvo” – Fraternité ; “Soyouz” – Union ; “Progress” – Progrès) et avec ses dépôts, la voie ukrainienne de transportation est plus fiable que celle bélarusse. D’ou, le holding russe Gazprom a propose a son voisin slave, la “création d’une société commune qui gérerait le système des gazoducs, en échange d’importantes réductions sur le prix du gaz fourni a l’Ukraine”.⁷² Mais le voisin slave a refuse la proposition russe car :

“Ce système de transport est une propriété d’Etat, et la seule garantie que l’Ukraine pourra continuer à parler d’égal a egal avec la Russie”⁷³

En même temps, la Russie a appliqué aux pays de l’ex URSS (sauf les pays baltes) le même tarif que celui appliqué aux russes. Autrement dit, “l’étrangère proche” payait un prix “intérieur” par rapport aux consommateurs riches qui payaient le prix maximum. D’ailleurs, avant 2005 les anciennes républiques socialistes payaient une valeur de 60 dollars pour les 1000 m³, mais au cours de quelques mois, le tarif gazier concernant “l’étrangère proche” souffrira des modifications.⁷⁴

II.1.2. Crise gazière I

Dans le but d’aligner les prix des futures livraisons sur ceux de la marche européenne la Russie s’est fait responsable de la “guerre du gaz” qui a fait des gros titres. Au contraire, le non-consentement des pays importateurs concernant l’accroissement des tarifs gaziers, a oblige le fournisseur d’interrompre les livraisons. Ainsi, pour répondre au comportement russe, les Etats importateurs ont décidé de pomper le gaz et le pétrole des gazoducs et oléoducs, exporte par la Russie vers l’Europe, en utilisant leurs territoires. En conséquence

⁷² *Ibid.* pp.123.

⁷³ A.GUILLEMOLES, A.LAZAREVA, *op.cit.*, pp.123.

⁷⁴ *Ibid.* pp.125.

les livraisons vers les consommateurs finals ont été perturbées et la Russie a été accusée d'utiliser une tactique brutale et inadaptée.⁷⁵

A partir de cette date, la question énergétique devient hautement politisée et la Russie est accusée d'utiliser "l'arme énergétique" afin d'exercer son influence sur l'Ukraine et sur Biélorussie. En prenant pour motif "la guerre du gaz" l'américain Ariel Cohen, un spécialiste de la Russie a écrit pour *Heritage Foundation* :

*"Si la tendance actuelle prévaut, le Kremlin pourrait traduire son monopole énergétique en une influence intenable sur la politique étrangère et la politique de sécurité en Europe, au détriment des relations euro-américaines. En particulier, la Russie cherche à faire reconnaître son rôle prédominant dans l'espace postsoviétique et en Europe de l'Est. Ceci affectera les questions géopolitiques importantes pour les Etats-Unis, telles que l'expansion de l'OTAN [l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord] vers l'Ukraine et la Géorgie, la défense par les missiles balistiques, le Kosovo et l'influence des Etats-Unis et de l'Europe dans l'espace post-soviétique"*⁷⁶

Par ailleurs, le conflit gazier entre Moscou et Kiev, qui a eu comme conséquence la suspension des livraisons russes vers l'Ukraine le 1 janvier 2006, remonte au 28 mars 2005, quand les autorités ukrainiennes exposent au Gazprom leur conception concernant désormais les relations gazières bilatérales. A cette occasion, Kiev réclame son droit à la moitié des revenus générées par le transit du gaz turkmène via le territoire russe. Avant tout, la partie ukrainienne suggère à la Russie de réviser les leviers de livraison qui acheminent l'Europe.

Parallèlement, au titre de paiement du droit du transit, annuellement Gazprom approvisionne l'Ukraine avec 24 milliards de m³ de gaz. Or, Kiev révoque désormais d'être payé en espèces et la redevance doivent coïncider au niveau européen. Par suite, Gazprom

⁷⁵ J.GUILLET, "Gazprom, partenaire prévisible: relire les crises énergétiques Russie – Ukraine et Russie – Belarus", *Russie. Neï. Visions*, Nr. 18, IFRI, Centre Russie/NEI, Mars, 2007.

⁷⁶ M K BHADRAKUMAR, "Russia, Iran tighten the energy noose", *Asia Times Online*, December, 2007

décide d'appliquer à son tour "*les règles de marche*" et rend public que désormais l'Ukraine achètera du gaz russe au prix européen (soit 160 dollars/1000Gm³).⁷⁷

Mais, "*les règles de marche*" appliqués désormais par la Russie, particulièrement pour son voisin slave, ont détraqué les plans de Kiev. De cette façon, l'Ukraine a fait recours à la convention décennale d'approvisionnement, signée en 2002, entre le holding russe Gazprom et la compagnie ukrainienne Naftogaz. Suivant l'accord, l'Ukraine devrait payer un prix de 50 dollars pour les 1000m³ pour une quantité de 25 à 28 milliards de m³, correspondant au coût de transit d'environ 120 milliards de m³ de gaz russe via le tronçon ukrainien gazoduc Russie – Europe.⁷⁸

Juste après la réduction des livraisons de gaz et l'augmentation du prix, Gazprom a été étiqueté comme un prolongement du gouvernement russe. Cependant, la crise russo-ukrainienne s'est soldée le 9 janvier 2006 par un compromis s'agissant des approvisionnements gaziers de l'Ukraine et des modalités de transit sur son territoire. Le point essentiel est que l'accord stipule que toutes les livraisons vers l'Ukraine seront désormais assurées par RosUkrEnergo (RUE), une société de droit Suisse créée à parité par Gazprombank et la banque autrichienne Raiffeisen Investment AG, laquelle doit défendre des intérêts ukrainiens, non-spécifiques.⁷⁹ En même temps, la convention prévoit que la distribution de gaz sera prise en charge par une nouvelle société – Ukr-Gaz- Energo. Or, Gazprom via RUE, possède un quart de cette société.⁸⁰ Au contraire, Naftogaz est privé de ses deux principales sources de revenus – la distribution et la réexportation – et se confronte à une situation financière très difficile car est soumise à une pression fiscale croissante.⁸¹ Selon certains observateurs ukrainiens, l'accord de 4 janvier 2006 vise la mise

⁷⁷ A.DUBIEN, "*Russie – Ukraine: opacité des réseaux énergétiques*", Russie.Nei.Visions, Nr.19, IFRI, Centre Russie/NEI, Mai, 2007.

⁷⁸ "*La sécurité énergétique de l'Ukraine: mythe ou réalité?*", Actualités de la Russie et de la CEI, Nr.5, Novembre, 2007.

⁷⁹ A.DUBIEN, *op.cit.*

⁸⁰ A.GUILLEMOLES, A.LAZAREVA, *op.cit.*, pp.127

⁸¹ A.DUBIEN, *op.cit.*

en faillite de Naftogaz pour faciliter le contrôle sur les gazoducs d'exportation par Gazprom.⁸²

Les deux jours d'interruption début janvier 2006 ont déterminé les consommateurs européens d'accuser Gazprom d'avoir manqué à ses obligations. Mais, pour remettre la crise en perspective, il faut mentionner que les livraisons acheminées en Europe ont supporté une baisse de 20 à 40% pendant la suspension. De cette façon, cela ne suffit pas de porter accusation contre Gazprom de n'avoir pas respecté ses obligations contractuelles. Le plus grand nombre des contrats signés entre la multinationale gazière russe et les acheteurs européens énonce un volume nominal et un volume minimum par année. Autrement dit, Gazprom doit fournir une quantité déterminée, que le client est obligé d'acheter et dans le cas où il refuse la livraison, il est obligé de payer le produit.⁸³ Ce principe *“take-or-pay”* (prendre ou payer) garantit l'approvisionnement au client et le revenu à l'exportateur.

Or du côté occidental ne cesse pas de définir le comportement de la Russie comme impertinent et que par Gazprom, le Kremlin fait usage de l'arme énergétique pour manipuler les pays voulant s'affranchir de sa tutelle. Lors du Sommet OTAN – UE, qui se tient à Vilnius, en mai 2006, le vice-président américain à l'époque, Dick Cheney déclarait :

“Il n'y a pas de cause légitime qui puisse justifier l'utilisation de pétrole et du gaz comme instrument de manipulation et de chantage”⁸⁴.

En revanche, Vladimir Poutine fait connaître la volonté de son pays et exprime que la Russie veut : *“passer à des relations de marche”* avec les pays de la CEI et *“cesser de les subventionner”*.⁸⁵

⁸² *Ibid.*

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ A.GUILLEMOLES, A.LAZAREVA, *op.cit.*, pp.125.

⁸⁵ *Ibid.*

Dans la nuit du 31 décembre au 1 janvier 2006, Gazprom diminue ses livraisons et dans les heures qui suivent tous les pays européens, consommateurs de gaz russe, constatent une baisse de pression dans les gazoducs, ce qui notifie une diminution des livraisons.⁸⁶ En effet, un certain nombre de pays de l'UE sont dans une situation de dépendance comparable à celle de l'Ukraine. De cette façon, Gazprom est le seul fournisseur de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Slovaquie. En même temps, 89% du marché gazier hongrois, 86% du marché polonaise et presque trois quarts du marché tchèque est alimenté par le géant russe Gazprom. Au contraire, le holding n'exporte que 25% du gaz en France, 27% en Italie, 65% en Autriche et 67% en Turquie⁸⁷. De ce fait, l'UE se trouve dépendante de Russie, car plus de la moitié de ses importations gazières origine en Russie. Mais, cette dépendance énergétique de l'Union est en fait une interdépendance car, la Russie dépend de l'Union européenne, son premier marché, pour écouler ses hydrocarbures tout autant que l'Europe dépend du gaz russe. Moscou et Bruxelles dépendent également de Kiev pour acheminer 80% du gaz russe vers l'UE. Cette interdépendance va persister, compte tenu du temps nécessaire à la construction de nouvelles infrastructures de transport ou à un hypothétique redéploiement des flux énergétiques.

II.2.1. Le relations russo-européennes à travers les hydrocarbures.

Lancé lors du Sommet de l'UE avec la Russie à Paris en octobre 2000, le dialogue énergétique bilatéral a pour objectif de sécuriser l'accès de l'Europe aux importantes réserves en gaz et en pétrole de la Russie. Ce dialogue repose sur une supposition selon laquelle l'interdépendance entre les deux régions devrait s'accroître - l'UE pour des raisons de sécurité d'approvisionnement, la Russie pour garantir des investissements étrangers et

⁸⁶ *Ibid.*, pp.126.

⁸⁷ M.THUMAN, "Diversification des sources – la meilleure stratégie pour les relations énergétiques UE-Russie", Russie. *Nei.Visions*, Nr.10d, IFRI, Programme de recherche Russie/Nei, Mai, 2006, pp.8.

faciliter son propre accès aux marchés européen et international (l'UE est responsable de plus de la moitié du chiffre d'affaires de la Russie).⁸⁸

Dans le cadre de ce dialogue suivi, le Kremlin et la Commission décidèrent de créer un groupe de travail permanent co-présidé par le vice-premier ministre Khristenko et le directeur général de la Commission chargé des transports et l'énergie M. Lamoureux. Ce groupe devait rédiger une liste qui concerne les intérêts et les problèmes communs. En même temps, il était dans sa charge de délimiter les problèmes qui exigent des solutions rapides et ceux qui demandent davantage de temps. De cette façon, le Kremlin et la Commission se rend compte qu'à court terme ils peuvent agir sur cinq domaines :

- *l'amélioration du cadre juridique de la production et du transport d'énergie;*
- *la sécurité de la fourniture d'énergie à long terme;*
- *la sécurité physique des réseaux de transport;*
- *l'établissement d'une liste d'infrastructures d'intérêt commun;*
- *la mise en œuvre de projets pilotes d'utilisation rationnelle de l'énergie dans certaines régions russes.*⁸⁹

Lance par le président de la Commission Européenne, Romano Prodi le partenariat énergétique entre Moscou et l'UE implique à la fois des aspects économiques et géopolitiques. Les raisons économiques pour la Russie se définissent par rapport à sa capacité de vendre les hydrocarbures, tant que pour l'Europe, le partenariat amène une stabilité énergétique et à la fois politique dans le contexte d'élargissement des frontières.⁹⁰

De cette manière, le dialogue énergétique entre la Russie et l'Union Européenne prend forme à un moment où celle-ci fournissait déjà 21 % des importations totales de pétrole de

⁸⁸ "EU-Russia Energy Dialogue", Euractiv.com, septembre, 2007, disponible sur: <http://www.euractiv.com/en/energy/eu-russia-energy-dialogue/article-150061>

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ M.PRIVOSKA, "Liberalisation et élargissement: impacts sur l'organisation industrielle des marchés du gaz naturel en Europe de l'Est", Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières, Paris Dauphine, Décembre, 2004

l'Union (soit 16 % de sa consommation) et plus de 41 % de ses importations de gaz (soit 19 % de sa consommation). Inversement, à ce moment l'Union est déjà un client stratégique pour la Russie, car elle absorbe 53 % des exportations de pétrole et 63 % de ses exportations de gaz russes.⁹¹

Pour résumer en termes mathématiques la relations entre la Russie et l'Union Européenne, M. Balmaceda la définit par une équation : la Russie a besoin d'argent + l'Europe a besoin d'énergie = la Russie a de l'énergie + l'Europe a de l'argent. D'ici, le partenariat bilatéral entre les deux parties met en dehors les intérêts des pays tiers. Or, il n'est pas exclu que la Russie s'oppose à la Charte de l'Énergie, notamment pour cette raison, dont objectif est de protéger le transit de l'interférence politique.⁹²

Étant donné, le dialogue énergétique entre Bruxelles et Moscou met en relief les carences de la construction européenne. Ainsi, la vulnérabilité européenne découle de l'absence de politique énergétique commune. C'est une absence paradoxale dans la mesure où, il y a plus de cinquante ans, l'intégration européenne a commencé dans le secteur énergétique, avec la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. Or, en privilégiant les relations avec quelques pays membres (Allemagne et Italie notamment), la Russie ne fait que de mettre en évidence les différences d'intérêts entre les États européens. La sécurité des approvisionnements européens est donc indissociable du mouvement de construction d'un marché de l'énergie et d'une politique commune.⁹³

Nonobstant la volonté d'avoir une politique énergétique commune il faut tenir compte que l'Union Européenne regroupe 27 États membres qui ont des approches différentes par rapport à la Russie. La démarche de chaque membre UE est imposée par son histoire. D'où on peut supposer qu'à la base de l'absence d'une stratégie commune demeure la diversité

⁹¹ Y.RICHARD, "*Le dialogue énergétique Russie – Union européenne*", Janvier, 2008.

⁹² M.M. BALCEMODA, "*EU Energy Policy and Future European Energy Markets: Consequences for the Central and East European States*", Forschungsschwerpunkt Konflikt – und Kooperationsstrukturen on Osteuropa an der Universität Mannheim, Mars, 2002

⁹³ L. DELCOUR, "*UE/Russie : les réalités d'une interdépendance*", Actualités de la Russie et de la CEI, Nr.12, Janvier, 2009

des approches contradictoires concernant le principal fournisseur gazière de l'Europe. Or, si jusqu'à ce moment l'Union de 27, n'a pas réussi de se mettre d'accord sur une politique énergétique commune, il est net que chaque cercle et réseau d'influence essaie de faire valoir son point de vue, évidemment au nom de l'intérêt général.⁹⁴ Il est bien évident que la Commission Européenne applique sa volonté et son effort afin de parler d'une seule voix dans le monde. Mais, comme affirme Robert Cooper, l'ancien Directeur General pour les Affaires Etrangères et Politico-militaire:

“l'UE en tant qu'acteur postmoderne des relations internationales, intéressé par des problèmes de second ordre (environnement, économie, valeurs) est incapable de communiquer avec la Russie, acteur moderne, plutôt Westphalien, pour qui la souveraineté de l'Etat et la sécurité sont essentiels.”⁹⁵

II.2.2. Les partenaires loyaux

Pour cette raison, la politique étrangère de l'Union Européenne concernant les rapports avec la Russie est définie par des relations bilatérales. La France s'est imposée depuis les années 1990 comme un partenaire privilégié de la Russie en Europe. Cela s'est accentué sous la présidence de Jacques Chirac, en raison de convergences sur les grands dossiers internationaux, notamment l'Irak, d'une vision commune d'un monde multipolaire et d'un attachement au multilatéralisme.⁹⁶ Pourtant la volonté de Nicolas Sarkozy de réconcilier ses relations avec les Etats-Unis, les critiques sur le droits de l'homme et sur la Tchétchénie a suscité des craintes en Russie s'agissant ses rapports avec la France. Malgré ça, Gazprom a des très bonnes relations avec Gaz de France, avec qui depuis trente ans développent des

⁹⁴ P. VERLUISE, “Pourquoi la Russie prend-t-elle le risque d'une rupture de l'approvisionnement gazier de plusieurs États membres de l'UE ?”, Actualités de la Russie et de la CEI, Nr.12, Janvier, 2009

⁹⁵ “La Russie – partenaire de l'Allemagne ou l'inverse?”, Alliance Geostratégique, Mai, 2009.

⁹⁶ L. DELCOUR, “Cette visite va engager la France dans les années à venir”, Nouvel Obs.com, 9 octobre 2007.

coopérations commerciales pour garantir l’approvisionnement en gaz naturel des clients du groupe Gaz de France en France et en Europe.⁹⁷ Plus d’autant :

“Gazprom a choisi son partenaire étranger pour la réalisation de la première phase du gisement de Shtokman, il s’agit de la compagnie française Total”

a déclarait Alexeï Miller, le président-directeur général de Gazprom.⁹⁸

Hormis la France, l’Italie se trouve sur la liste des pays préférés par la Russie. Les rapports d’amitié entre Vladimir Poutine et Romano Prodi ont rendu de meilleures relations entre les deux pays. L’Italie est le troisième le plus grand partenaire commercial de la Russie et le deuxième le plus grand débouché européen du gaz russe. Mais à la base de bonnes et étroites relations entre la Russie et l’Italie se trouve une bonne coopération entre Gazprom et ENI, compagnie italienne qui est le partenaire clé de holding russe dans le projet de gazoduc South Stream destiné à acheminer le gaz russe vers l’Europe méridionale.⁹⁹ Lors d’une rencontre avec Romano Prodi, Vladimir Poutine a souligné l’importance de ce gazoduc en affirmant que :

“ce projet avait une grande importance sur le plan bilatéral et régional, mais aussi pour assurer la sécurité énergétique en Europe.”¹⁰⁰

Il est de notoriété publique que l’un des plus grands partenaires de la Russie en Europe, c’est l’Allemagne. D’ailleurs, héritée de l’Ostpolitik, lancée par le chancelier Willy Brandt en direction de l’URSS, la politique étrangère allemande à l’égard de la Russie s’est toujours caractérisée par une grande proximité.¹⁰¹ En effet, l’Allemagne est le premier partenaire

⁹⁷ “Gazprom russe et Gaz de France célèbrant leurs 30 ans de coopération”, Paris, septembre, 2005, disponible sur: <http://www.russomania.com/Gazprom-russe-et-Gaz-de-France>

⁹⁸ “Shtokman : Gazprom choisit Total comme partenaire”, Usinenouvelle.com, Juillet, 2007.

⁹⁹ M. LEONARD, N.POPESCU, “A Power Audit of EU-Russia relations”, European Council on Foreign Relations, Novembre, 2007, pp.38

¹⁰⁰ “Poutine et Prodi veulent accélérer le projet du gazoduc South Stream”, RIA NOVOSTI, Juin, 2007

¹⁰¹ Al. RAHR, “Russie-Allemagne : la relation spéciale et la présidence de l’Union européenne”, Politique étrangère, IRFRI, 2007, pp. 109-122.

commercial de la Russie avec lequel elle réalise 30 % de ses échanges. De l'autre cote, la Russie est le principal fournisseur d'énergie de l'Allemagne et les entreprises allemandes sont fortement présentes en Russie.¹⁰² Il existe donc des intérêts économiques importants d'une cote et a la fois stratégiques de l'autre cote.

Grace aux relations étroites entre les deux pays, qui ont connu leur apogée avec les liens d'amitié entre le Président Vladimir Poutine et l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, les deux parties se sont mis d'accord sur le projet de gazoduc germano-russe North Stream, qui passe dans la Mer Baltique, contournant les Etats baltes et la Pologne. De cette manière, en développant ses relations bilatérales avec l'Allemagne, la Russie évince les Etats baltes, la Biélorussie et la Pologne.¹⁰³

II.2.3. Crise gazière II

Il est clair que l'objectif de Gazprom de diversifier les voies d'exportations vers l'Europe est définie par rapport aux conflits avec les pays qui assure le transit. Selon les estimations de Moscou, pendant la crise de janvier 2009, "grâce à l'Ukraine", le géant russe a perdu plus d'un milliard de dollars, sans parler de l'image de Gazprom.

Pour remettre la crise en perspective il faut souligner que jusqu'alors l'Ukraine bénéficiant d'un prix particulièrement avantageux, 179,50 \$ (133 €) les 1000 m³, alors que les pays d'Europe de l'Ouest s'acquittent de 418 \$ (310 €) pour le même volume. Or un accord signé en octobre 2008 par les premiers ministres des deux pays, Vladimir Poutine et Iulia Timochenko, prévoyait une augmentation progressive des tarifs sur trois ans pour rejoindre le prix du marché. La crise éclate au moment où la compagnie ukrainienne Naftogaz refuse d'acquitter le tarif de 250 \$ (185 €) les 1000 m³, prix réclamé par le géant russe Gazprom. En plus, la compagnie russe demande l'Ukraine de payer la note de deux milliards d'euros

¹⁰² "Union européenne - Russie : quelles relations ?", Senat, France, 2007

¹⁰³ Alliance Geostratégique, Mai, 2009, *op.cit.*

pour les livraisons de l'automne 2008. Plus d'autant, Gazprom prend note que Naftogaz détourne le gaz destiné aux pays européens et s'exprime en faveur de cesser les livraisons vers l'Ukraine.¹⁰⁴

En effet, la crise a suscité la nervosité des consommateurs européens et a mis en évidence l'incapacité de l'Union Européenne de défendre ses consommateurs. De plus, l'Union Européenne s'est trouvée incapable de faire du lobby avec la Russie et de presser l'Ukraine car celle-ci est fortement soutenue par les Américains, pour qui la Russie était la seule responsable pour la crise. De cette manière, il est indispensable que l'Union Européenne s'assure d'une politique étrangère commune, afin d'être mesure de protéger les intérêts de ses membres et de parler d'une seule voix sur la scène internationale.¹⁰⁵

Dans ce contexte, l'Union européenne a déclaré pendant la crise que la Russie ne peut plus être considérée comme un fournisseur fiable. Pour épuiser les inquiétudes des européens, le vice-président de Gazprom Alexander Medvedev, a expliqué que :

*“Cette déclaration nous semble énigmatique, et nous tenons beaucoup à notre réputation. Cela fait plus de 40 ans que nous fournissons le gaz à l'Europe. Et nous avons de quoi garantir que le 21e siècle soit le siècle du gaz naturel. Et nous remplissons tous nos engagements. Ces déclarations sont gratuites, elles n'ont aucun fondement. Nous avons fait tout le nécessaire pour empêcher cette crise, puis pour la surmonter. Cela dit, cette crise aura eu un côté positif. Elle a permis de parvenir à un système plus fiable de livraisons. Nous avons ainsi signé deux contrats à long terme, sur 11 ans, pour le transit et pour la livraison.”*¹⁰⁶

Bien plus, la crise entre Moscou et Kiev a renforcé les arguments en faveur du gazoduc de la Baltique. Selon Alexandre Medvedev, l'impact de la situation autour du transit de gaz russe vers l'Europe via l'Ukraine n'a fait que de mentionner la nécessité indispensable de la construction de nouveaux gazoducs, notamment du Nord Stream. Le vice-président de

¹⁰⁴ “Conflit gazier : L'Europe prise en otage”, Le Journal Développement Durable, Janvier, 2009.

¹⁰⁵ “Crise du gaz, l'Europe prise en otage?”, Le Taurillon, Janvier, 2009

¹⁰⁶ “Александр Медведев: “Газпром” исполнит все обязательства перед Европой”, /Alexandre Medvedev: Gazprom: accomplira toutes ses obligations concernant l'Europe”, Euronews, Mars, 2009.

Gazprom a fait connaître la position de géant russe :

“La situation actuelle confirme une fois de plus qu'il faut diversifier les itinéraires d'exportation et diminuer les risques des pays de transit, parce que nous sommes déjà confrontés à des risques ingérables. Des risques ingérables tant au niveau bilatéral qu'au niveau multilatéral, quand nous et nos partenaires européens essayons de rappeler un pays de transit à l'ordre. Plus vite nous réaliserons les projets comme Nord Stream ou South Stream (allant de la mer Noire en Russie jusqu'à l'Italie via les Balkans), moins de risques nous prendrons dans l'avenir.”¹⁰⁷

II.2.4. North Stream et Yamal

D'une longueur totale d'environ 4 000 km, Yamal-Europe est un gazoduc qui relie les gisements gaziers de la péninsule russe de Yamal à l'Europe de l'Ouest en traversant successivement la Biélorussie et la Pologne d'est en ouest. Yamal II permettrait à la Russie d'augmenter sa capacité de livraison à l'Europe de 66 à 77 Gm³/an. Mais, dès 2010, le projet de gazoduc 'Nord Stream' ou "North Transgas" passant par le fond de la mer Baltique vers l'Allemagne, pourrait rendre caduque le projet Yamal II.¹⁰⁸

Signé en 2005, entre le Chancelier Schröder, aujourd'hui président du comité des actionnaires de la société opératrice du projet Nord Stream AG et le Président russe, à l'époque Vladimir Poutine, le gazoduc Nord Stream, projet commun entre le géant gazier russe Gazprom et les groupes énergétiques allemands BASF et EON, doit relier le port russe de Vyborg au port allemand de Greifswald sous la mer Baltique. Longue de 1.200 km, le nouveau gazoduc avec un volume de 27 milliards de m³ par an dans un premier temps, qui pourra être porté à terme à 55 mds de m³, devait initialement entrer en exploitation en 2010. L'opérateur du projet est la société Nord Stream enregistrée en Suisse et détenue à

¹⁰⁷ “Nord Stream: Gazprom réalisera tous ses projets gaziers malgré les problèmes du transit (société)2”, RIA NOVOSTI, Janvier, 2009

¹⁰⁸ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Yamal-Europe>

51% par Gazprom à 40% par les allemands Wintershall Holding et E.ON Ruhrgas et à 9% par le néerlandais Gasunie.¹⁰⁹ A la fin décembre 2008, le groupe français d'énergie GDF Suez a déclaré souhaiter participer au projet que ses promoteurs veulent achever en 2012.

En dépit des besoins de l'Europe de diversifier les capacités de transport gazier afin de couvrir ses demandes croissantes, plusieurs pays, dont l'Estonie, la Pologne, la Suède et la Finlande, se déclarent hostiles au projet au motif que la construction du gazoduc présente des risques écologiques.¹¹⁰ Mais, Dmitrii Medvedev, le président russe a souligné :

"Ce genre de projets crée justement l'ossature de la sécurité énergétique en Europe et l'existence d'un grand nombre d'itinéraires de livraison de gaz renforce cette sécurité. Nous poursuivons de travailler en ce sens à condition, bien sûr, que toutes les normes écologiques soient respectées"¹¹¹

Dans la même ordre d'idée, Rainer Seele, président du directoire de Wingas un des principaux distributeurs de gaz allemands a soutenu :

"La rupture de l'approvisionnement (en gaz) - dont l'Ukraine est le mot clef - ne peut être résolue qu'à l'aide de gazoducs supplémentaires. C'est pourquoi nous souhaitons que l'Allemagne et l'Europe aient un accès direct au gaz sibérien. De plus, cette liaison directe entre l'Union européenne et les sources de gaz naturel représente une assurance-vie".¹¹²

En même temps, la construction d'une telle voie de transit du gaz, inquiète les spécialistes car, elle pourrait conduire à des modifications de la carte énergétique de l'Europe. Or, la Russie a refusé de ratifier la Charte de l'Énergie – qu'elle a pourtant signée en 1994 – laquelle impose la liberté de transit du gaz et du pétrole, y compris sur le marché russe. De cette manière, en construisant un gazoduc sous la mer, qui contournera les pays baltes et la

¹⁰⁹ S. NIES, "Oil and gas delivery to Europe"/Gouvernance Européenne et Géopolitique de l'Énergie, 4bis, IFRI, Août, 2008, pp.65-72.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ "Gazoduc Nord Stream : la Russie insiste sur le respect du calendrier", LesEchos.fr, Avril, 2009.

¹¹² "Nord Stream: le "pays de transit" le plus fiable est la mer Baltique (PDG de Wingas)", RIA NOVOSTI, 22 Janvier, 2009.

Pologne, la Russie pourra en effet imposer des prix de gaz de monopole pour avoir une influence sur la politique de ses voisins baltes, ukrainiens et polonais.

Par ailleurs, la Russie conçoit des plans pour éviter les pays de transit avec lesquelles elle n'est pas en bons termes. Les gazoducs Nord Stream et South Stream qui passent respectivement sous la mer Baltique et la mer Noire font partie de cette stratégie.

II.2.5. South Stream et Nabucco

En 2007, le géant gazière russe Gazprom se met d'accord avec la compagnie italienne ENI sur la construction d'un gazoduc qui relie la Russie à l'Europe méridionale sous les mers Noire et Adriatique en contournant l'Ukraine. La capacité présumée de South Stream s'élève à 31 milliards de m³ de gaz par an, capacité égale à celle de Nabucco, avec une possible augmentation de 16 milliards de mètres cubes.¹¹³

Le tronçon passant à plus de 2 km de profondeur par endroits sous la mer Noire et partira de la station de compression russe Beregovaja sur 900 km vers Varna en Bulgarie puis pour l'aile sud par la Grèce vers l'Italie du Sud, et pour l'aile nord par la Roumanie, la Serbie, la Hongrie et la Slovénie vers l'Italie du Nord, avec une branche vers l'Autriche où il va s'arrêter à l'unité de stockage de gaz de Baumgarten.¹¹⁴ Le 25 janvier 2008, la compagnie d'Etat autrichienne OMV et Gazprom ont signé un accord pour transformer la plateforme de Baumgarten en une entreprise conjointe détenue par les deux parties à parts égales. Cet accord a été perçu par les observateurs comme un moyen de priver Nabucco de son nœud stratégique, ce qui est faux puisque la propriété du stockage de gaz ne change pas. Les gisements de gaz épuisés de Baumgarten sont désormais utilisés pour le stockage souterrain du gaz qui est nécessaire pour compenser la fluctuation entre la demande estivale et la

¹¹³ S.NIES, "*Nabucco et South Stream- des gazoducs trop politisés ?*", Actuelles de l'IFRI, Editio Energie, Mars, 2008.

¹¹⁴ "*Pipeline politics? Russia and the EU's battle for energy*", Euractiv.com, Janvier, 2009.

demande hivernale.¹¹⁵ Cependant, South Stream a su se doter du soutien et du concours de la majorité des pays du projet Nabucco : de la Bulgarie, de la Hongrie, par la société autrichienne OMV et en plus la Serbie, ou la Russie a récemment repris la société nationale énergétique NIS.¹¹⁶

En même temps, South Stream a été étiqueté comme concurrent de Nabucco, un projet de gazoduc européen de 3.300 km contournant la Russie, afin de défaire la dépendance de l'Union Européenne vis-à-vis du gaz russe. Dans un "interview" accordé à Euronews, le vice-président de Gazprom, Alexandre Medvedev, a déclaré :

*“En ce qui concerne notre autre projet South Stream, ce n'est pas une affaire sportive, il n'y a donc pas lieu de franchir une ligne d'arrivée le premier. Néanmoins, et à la différence du projet européen concurrent Nabucco, nous disposons de tous les éléments pour le réaliser : du gaz en quantité nécessaire pour toute la durée du projet ; le marché est déjà là avec nos contrats de long terme ; et, le plus important, nous avons l'expérience technologique et le management qu'il faut. Je veux toutefois souhaiter bonne chance aux actionnaires de Nabucco. Mais nous, nous suivrons notre propre chemin.”*¹¹⁷

Alors que l'Europe cherche à réduire la dépendance des livraisons du gaz russe, Vladimir Poutine a insisté sur le fait que les accords signés pour South Stream permettaient de “garantir la sécurité des approvisionnements européens.”¹¹⁸ Lors de sa rencontre à Sochi, le 15 mai 2009, avec le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, Vladimir Poutine a souligné l'opportunité économique de South Stream tout en émettant des doutes sur le concurrent Nabucco :

*“Nous n'avons rien contre les projets alternatifs mais, avant d'investir des milliards dans le tuyau et d'enterrer ces milliards, il faut comprendre où trouver du gaz pour ce gazoduc.”*¹¹⁹

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ S.NIES, “Nabucco et South Stream- des gazoducs trop politisés ?”, *op.cit.*

¹¹⁷ EuroNews, 2009, *op.cit.*

¹¹⁸ “La Russie donne un coup de pouce au gazoduc South Stream, rival de Nabucco”, Romandie News, 15 Mai, 2009.

¹¹⁹ *Ibid.*

Or, la déclaration de Premier ministre russe est fondée sur le fait que jusqu'à l'heure actuelle seuls environ trois milliards de m³ de l'Azerbaïdjan sont disponibles à partir de 2015 pour remplir Nabucco. De l'autre cote, le gaz du Turkménistan tout comme celui du Kazakhstan nécessiterait la mise en place d'infrastructures sous la Mer Caspienne et plus d'autant l'implication de la Russie. Quant au gaz de l'Iran, celui-ci se heurte de la relation irano-russe et du climat international avec les États-Unis. Concernant Irak et Egypte, il est nécessaire tout d'abord de nouvelles découvertes. Ainsi, ironiquement, le gaz transporté par le gazoduc Nabucco devrait venir du pays qu'il cherche à contourner: de Gazprom et de la Russie.¹²⁰

Plus d'autant la partie russe, via Gazprom, voit le gazoduc européen comme un projet politique:

“Toutes les activités autour de Nabucco sont initiées par des hommes politiques, souvent d'outre-Atlantique, parce que c'est un projet politique et non économique.”¹²¹

¹²⁰ S.NIES, *“Nabucco et South Stream- des gazoducs trop politisés ?”*, *op.cit.*

¹²¹ Romandie News, *op.cit.*

III. L'enjeu autours des ressources de l'Asie.

III. 1. L'enjeu energetique de l'Asie Centrale

L'Asie Centrale, que soit le Kazakhstan, l'Ouzbékistan ou le Turkménistan, est une variable essentielle de l'équation gazière russe. Pour comprendre l'intérêt de la Russie concernant ses voisins asiatiques, il faut mentionner que depuis 2005, les champs géants situés en Sibérie Occidentale sont entres en déclin. Les réserves des trois les plus grands gisements – Ourengoi, Yamburg et Medvezhye – assuraient environ 85% de la production en 2000.¹²² Ici, il faut prendre en compte le poids de la consommation interne et le fait que Gazprom est le principal fournisseur de l'Union Européenne. En même temps, un grand défaut qui est toujours reproche a la Russie est sa réticence d'aligner les prix intérieurs a ceux de marché et d'encourager les investissements étrangers. Sous l'effet du déclin gazier, Gazprom est à la recherche de nouveaux gisements, en particulier sur la péninsule de Yamal et en Mer Barents, dont l'exploitation demandera des solutions techniques audacieuses et des grands investissements étrangers.¹²³ Or, selon l'Agence Internationale de l'Energie, pour maintenir un niveau suffisant de production gazière, Gazprom doit investir jusqu'en 2030, près de 18 milliards de dollars par an.¹²⁴

D'ici, pour gérer le problème, la Russie a développé une série des accords avec les pays de l'Asie Centrale. En effet, Gazprom est a la fois importateur et fournisseur du gaz. Aujourd'hui, la Russie achète environ 42 milliards de m³ de gaz turkmène, 8 de Kazakh et autant d'ouzbek.¹²⁵

En 2003, Vladimir Poutine et Saparmourat Niazov ont signé un accord de coopération énergétique, selon lequel le Turkménistan s'engage a fournir de gaz a son voisin russe pour

¹²² M.THUMAN, 2006, *op.cit.*, pp.7-9.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ L.STOUPNIKOVA, "L'augmentation du prix de gaz naturel centra-siatique: quelle perspectives strategiques pour la Russie", Actualites de la Russie et de la CEI, Nr.8, Avril, 2009.

¹²⁵ *Ibid.*

un période de 25 ans.¹²⁶ L'accord fixait un tarif de 44 dollars pour 1000 m³ jusqu'en 2006, mais en 2007, les deux parties ont paraphé un supplément à l'accord en vigueur selon lequel le prix de gaz en 2008 sera de 150 dollars. Même si la convention entre Gazprom et le Turkménistan a souffert des modifications par rapport au prix de début, les tarifs appliqués à la Russie sont inférieurs au prix du marché mondial. A partir de cet accord, Moscou a été critiqué de vouloir empêcher le Turkménistan de devenir un fournisseur indépendant au sein de la CEI et de l'Europe.¹²⁷

A coté de Turkménistan, l'Ouzbékistan est aussi un producteur important de gaz. Mais, étant donné que l'économie de pays est largement dépendante de gaz, le gouvernement ouzbek a très peu exporté son "or gris". Par exemple, en produisant annuellement plus de 55 milliards m³ de gaz, l'Ouzbékistan n'en exporte que 12 milliards Gm³.¹²⁸ Même si après les événements d'Andijan, les liens économiques et politiques entre l'Ouzbékistan et la Russie se sont renforcés, les deux pays se trouvent dans un partenariat stratégique depuis 2002.

Signé le 17 décembre 2002, l'Accord de partenariat stratégique avec Gazprom, assure à la Russie un large accès aux gisements importants d'Ouzbékistan. Il comprend quatre grands volets, dont l'achat de gaz jusqu'en 2012, la participation du géant russe dans des projets d'exploration et de production de gaz des champs du plateau d'Oustiourt, au sud-ouest de la mer d'Aral, le développement du réseau de gazoducs en Ouzbékistan (long de 13.000 km) et la négociation d'un contrat à long terme pour le transport de gaz à travers l'Ouzbékistan.¹²⁹

En décembre 2007, Ouzbékistan et Gazprom ont paraphé un "Accord sur les principes de base et les dispositions de l'étude géologique du sous-sol de l'investissement des blocs dans

¹²⁶ R.GOTZ, "Russlands Energiestrategie und die Energieversorgung Europas"/ La stratégie énergétique russe et l'approvisionnement énergétique de l'Europe/, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, Mars, 2004, pp.13.

¹²⁷ M.THUMAN, 2006, *op.cit.*, pp.7-9.

¹²⁸ L.STOUPNIKOVA, 2008, *op.cit.*

¹²⁹ H.ROUSSELOT, "Ouzbékistan : la ruée de Gazprom", Regard sur l'Est, Avril, 2007.

la région Ustyurt”¹³⁰ qui envisage la participation de Gazprom dans les travaux d'exploration des gisements d'Aktchalak, Agyin, Nasambek Kouanych, Aktoumsouk, Zapadno-Ourgin.¹³¹ Le second accord régit les paramètres du projet de développement de six champs pétroliers et gazières sur le plateau Ustyurt, y compris les plus grands champs de gaz en Ouzbékistan - Urga et Kuanysh.¹³²

Enfin, le holding russe a participé à l'agrandissement du réseau du transport gazier sur le territoire ouzbek. De cette façon, Gazprom et Uztransgaz (filiale d'Uzbekneftgaz) ont signé un accord concernant le transit de gaz turkmène par Ouzbékistan, à partir de 2006 à 2010. D'ici, la multinationale russe est présentée sur le territoire ouzbek, non seulement dans le domaine de l'exportation mais aussi dans l'exploitation des hydrocarbures ouzbeks.¹³³ Toujours dans ce but, le 28 décembre 2006, Gazprom signe un accord tripartite avec la société nationale kazakhe d'hydrocarbures KazMounaiGaz et Uzbekneftgaz. L'accord stipule que 3,5 milliards de m³ de gaz ouzbek seront livrés à Gazprom qui l'exportera à KazMounaiGaz. Lors de la visite de Vladimir Poutine à Samarkand¹³⁴ en 2003, Islom Karimov, le président ouzbek, déclarait :

*“Le travail de Gazprom en matière de prospection et de production de gaz ouzbek nous intéresse. Nous estimons également que Gazprom doit être l'opérateur non seulement de la partie russe du tube “Asie-Centrale-Centre”, mais aussi des parties kazakhes et ouzbèkes.”*¹³⁵

Bien que disposant des réserves prouvées de 2,3 trillions de m³ de gaz naturel, (comparables à celles du Canada et du Koweït), sans compter le potentiel gazier des gisements *offshore* de la Caspienne, le Kazakhstan aspire à devenir un acteur majeur sur le

¹³⁰ “Соглашение об основных принципах и положениях геологического изучения недр инвестиционных блоков Устьуртского региона”, <http://www.rbcdaily.ru/archive/2006/01/25/213967>

¹³¹ “Узбекистан отдал России самое ценное”/Ouzbekistan a donné à la Russie le plus précieux/, РБК daily, Janvier, 2006, disponible sur: <http://www.rbcdaily.ru/archive/2006/01/25/213967>

¹³² *Ibid.*

¹³³ “Среднеазиатская игра Газпрома: новые горизонты”/ Les nouveaux horizons de Gazprom: l'Asie Centrale/, Gazeta.kz, 31, Janvier, 2006.

¹³⁴ Ville d'Ouzbékistan, capitale de la région de Samarkande.

¹³⁵ H.ROUSSELOT, 2007, *op.cit.*

marche d'Asie Centrale et un fournisseur de poids pour l'Europe.

La Russie importe près de 8 milliards de m³ de gaz kazakh par an, mais Kazakhstan reste toujours pour Moscou un pays de transit de gaz turkmène et ouzbek. De cette façon, en novembre 2005, Gazprom et Kazakhstan ont signé un accord qui stipule le transit de 55 milliards de m³ de gaz turkmène et ouzbek via le territoire kazakh.¹³⁶

En même temps, grâce aux infrastructures construites à l'époque soviétique, la Russie joue un rôle dans le désenclavement de la région Asie Centrale, car la quasi-totalité des hydrocarbures est évacuée de la zone via le territoire russe. Par exemple, le système des gazoducs Asie Centrale-Centre, qui est la principale route gazière de la région et qui renferme quatre branches, donne à la Russie plus de poids dans les négociations des projets futures.¹³⁷ De cette façon, à l'initiative de Moscou, le 12 mai 2007, le Kazakhstan, le Turkménistan et la Russie ont signé un accord concernant le gazoduc precaspien. Dans le but d'augmenter les livraisons d'énergie sur les marchés européens et mondiaux, Vladimir Poutine a expliqué que :

“Nous allons reconstruire le gazoduc de la côte caspienne pour lui donner une capacité de dix milliards de mètres cubes (par an) et construire un gazoduc parallèle.”¹³⁸

Selon certains spécialistes, le gazoduc, dont la mise en route du conduit est prévue pour 2010 et qui s'atteindra sur 1700 km¹³⁹ vide de son sens le projet européen du gazoduc Transcaspien, car il prive Nabucco des ressources centrasiatiques. D'où, le porte-parole adjoint du Département d'Etat américain, Tom Casey a critiqué :

“Nous voudrions que les transactions soient conclues sur la base des moyens et des méthodes en vigueur dans le commerce, et non pas en vertu de considérations

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ *Ibid.*, pp.4

¹³⁸ “Accord sur un gazoduc entre Russie, Turkménistan et Kazakhstan”, RTLinfo.be, Mai, 2007.

¹³⁹ “Gazoduc de la Caspienne: le Kazakhstan lance le processus de ratification”, RIA NOVOSTI, 22 Avril, 2009.

politiques.”¹⁴⁰

En même temps, la présence de la Russie dans le “*Central Asian Center Line*”, lui donne un statut de hub pour le gaz d’Asie Centrale a destination de l’Europe et lui permet de contrôler dans une certaine mesure, la concurrence gazière de l’Asie Centrale sur les marchés européens. En même temps, orphelines des autres alternatives, la Russie représente un débouché attractif et rentable pour le Kazakhstan, le Turkménistan, voir même Ouzbékistan. Les intérêts économiques et stratégiques des pays de l’Asie Centrale, rencontrent les intérêts de la Russie, qui table sur les importations gazières kazakhs et surtout turkmènes afin de satisfaire ses engagements contractuels et sa demande intérieure, tout en différant de coûteux investissements dans le développement de nouveaux gisements (par exemple Shtokman ou ceux de la province Yamal).¹⁴¹ Toutefois, l’enjeu des “tubes” ne se limite pas a l’Ouest de la Caspienne, mais concerne également l’Est.

III. 2. Diversification des marches des exportations vers l’Asie-Pacifique et l’Etats-Unis

Dépendante de marché européen pour sa vente d’or gris, les événements d’Ukraine et de Biélorussie, l’extension vers l’est de l’OTAN poussent la Russie de chercher des nouveaux marchés d’exportation. D’où, l’intérêt des autorités russes de développer une stratégie de diversification des exportations vers l’Asie voire même les Etats-Unis. Mais, pour répondre a cet objectif il faut mettre en service de nouvelles politiques industrielles qui impliquent des engagements financiers importants et a la fois risques. En effet, il s’agit d’une cote d’assurer le développement de GNL (gaz naturel liquéfié) qui n’est pas encore maitrise par

¹⁴⁰ “*Accord Russie-Kazakhstan-Turkménistan : les Américains ne sont pas contents*”, Caucaz.com, 15 Mai, 2007.

¹⁴¹ C.LOCATELLI, “*Russie-Caspienne. La concurrence des voies d’exportation pour l’approvisionnement gazier de l’Europe*”, Laboratoire d’économie de la production et de l’intégration internationale, Note de Travail, Nr.4, Février, 2008.

la Russie et, de l'autre cote, d'étendre un réseau de gazoducs sur longue distance pour approvisionner l'Asie a partir des gisements de Sibérie Orientale.¹⁴²

La coopération entre la Russie, deuxième producteur mondial de pétrole et la Chine, deuxième consommateur mondial d'énergie, semble inéluctable, car étant un pays fortement "énergivore", la Chine aide la Russie de s'affranchir de la dépendance des marchés européens. Les 4250 kilomètres de frontières communes qui lient les deux pays, sont une provocation pour des futures pipelines. Fondée sur le traité d'amitié et de coopération du 16 juillet 2001, la relation sino-russe s'apparente donc, non pas à une véritable alliance, mais à un partenariat solide.¹⁴³

En même temps, en juin 1997, la Russie a signé avec la Chine un accord portant sur l'étude de faisabilité d'un gazoduc de 3000 km qui relierait les champs sibériens de Kovyktinskoye (ou Kovykta, dans l'oblast d'Irkoutsk) à la mer Jaune. Ensuite, le gaz serait réexporté vers la Corée du Sud, le Japon et d'autres pays de la région.¹⁴⁴

Au contraire, en mars 2006, lors de sa visite en Chine, le président Poutine a promis que deux gazoducs relieraient son pays à la Chine avant 2011, l'un entrant par l'ouest depuis Yamal, en Sibérie occidentale, l'autre par l'est, ce dernier susceptible de desservir les champs de Kovykta.¹⁴⁵

Dans un premier temps, l'approvisionnement de la Chine sera fait a partir de deux nouvelles zone de production, celle de la Sibérie Orientale et de l'Ile de Sakhaline. Dans la Sibérie Orientale, la Russie est assurée par trois grands bassins : ceux de la république de Sakha, de la région Irkoutsk et de la région de Krasnoïarsk. En même temps, il faut mettre en évidence, que les réserves des trois secteurs déterminent une valeur de 3,7 et 5,3 trilliards de m³ pour les réserves prouvées, et a plus de 50 trilliards de m³ pour les réserves

¹⁴² C.LOCATELLI, "*L'UE: aiguillon des stratégies de Gazprom*", Russie.Nei.Visions, Nr.26, IFRI, Centre Russie/NEI, Février, 2008.

¹⁴³ L. MONTANARO-JANKOWSKI, "*Chine-Russie : des intérêts convergents*", Questions internationales, Nr. 6, Mars-Avril, 2004, La Documentation française, pp. 70-78.

¹⁴⁴ "*Oléoducs et gazoducs chinois à l'aube du XXIe siècle : les vecteurs d'une diplomatie de l'énergie*", Objectif-Chine.com, 11 Mai, 2009.

¹⁴⁵ *Ibid.*

ultimes.¹⁴⁶ Suivant la stratégie énergétique de long terme, pour 2010, la Russie table sur une production de 25-30 m³ (scenario modéré) et de 50 milliards de m³ (scenario optimiste), tant que pour 2020, envisage une production entre 55-90 (scenario modere) et 110 milliards de m³ (scenario optimiste).¹⁴⁷

L'oléoduc "Sibérie orientale – Océan Pacifique" doit permettre de desservir le gisement de Taïchet (région d'Irkoutsk). La construction de pipeline se déroule en deux tranches, dont la première qui s'est achevée en 2008, s'étend jusqu'à Skovorodino (2390 kilomètres), Selon la deuxième phase, le pipeline sera développé jusqu'à Nakhodka (1800 kilomètres) et porterait sa capacité de 600000 barils/jour (première phase) à 1,6 million de b/j.¹⁴⁸ Mais avant de lancer le deuxième tour du dialogue énergétique Russie-Chine, M Setchine, le vice-premier ministre russe, a fait remarquer que les deux pays étaient tombés d'accord sur la construction d'un embranchement de l'oléoduc entre Skovorodino (région du fleuve Amour, près de la frontière chinoise) jusqu'à la frontière chinoise.¹⁴⁹

L'oléoduc Sibérie-Pacifique, qui aura un débit annuel de 80 millions de tonnes de brut, acheminera le pétrole extrait en Sibérie occidentale et orientale vers les ports russes du Pacifique d'où il sera exporté vers les pays de la région Asie-Pacifique.¹⁵⁰ La première tranche du VSTO reliant Taïchet (région d'Irkoutsk) à Skovorodino (région du fleuve Amour, près de la frontière chinoise) devrait être achevée fin 2009. De ce fait, l'oléoduc Sibérie-Pacifique s'étirera donc sur 4130 kilomètres, ce qui en fait le pipeline le plus long au monde.¹⁵¹

Lors de sa visite à Munich, en octobre 2006, Vladimir Poutine a soutenu que la Russie n'exclut pas qu'un gazoduc puisse être mis en place, parallèlement à l'oléoduc Sibérie

¹⁴⁶ Selon l'Agence Internationale de l'Energie et The Moscow Times, 19, Fevrier, 2004

¹⁴⁷ C.LOCATELLI, "L'enjeu énergétique des relations entre la Chine et la Russie-Caspienne", CNRS, Université de Grenoble II, Octobre, 2004

¹⁴⁸ Objectif-Chine.com, 2009, *op.cit.*

¹⁴⁹ "Oléoduc Sibérie-Pacifique: la Russie construira un embranchement vers la Chine", ICE STATION ZEBRA, Géopolitique de l'Arctique, 26 Octobre, 2008.

¹⁵⁰ "Oléoduc Sibérie-Pacifique: Poutine invite les compagnies japonaises à coopérer", RIA NOVOSTI, 12 Mai, 2009.

¹⁵¹ *Ibid.*

orientale-Pacifique.¹⁵² Mais, parce que le calendrier du gazoduc Sibérie-Pacifique reste imprécis, la Russie compte sur les gazoducs de Sakhaline.

Le développement de Sakhaline constitue un cas à part puisque d'une part, les projets Sakhaline-1 et Sakhaline-2 ne sont pas entièrement aux mains de Gazprom, les deux projets étant l'objet d'accords de partage de production. D'autre part, les productions des champs de Sakhaline ne sont pas soumises au monopole du contrôle des exportations par les compagnies nationales.¹⁵³ Les différentes dimensions des projets nées de la présence d'hydrocarbures autour de Sakhaline sont donc, pour l'instant du moins, très internationalisées. Pour mettre en perspective, Sakhaline-1 exploite trois champs (pétrole et gaz), Chayvo, Odoptu et Arkutun Dagi, le long de la côte nord-est de Sakhaline. L'opérateur en est la compagnie américaine Exxon Mobil (Exxon Neftegas Limited), qui détient 30% des parts dans un consortium comprenant : le japonais SODECO (30%), l'indien ONGC Videsh Ltd. (20%) et le russe Rosneft-Astra (20%).¹⁵⁴

Sous la même perspective, Sakhaline-2 est la plus grand projet d'infrastructure de la Russie au début du XXI^e siècle et le plus grand projet intégré d'exportation de pétrole et de gaz dans le monde. Il exploite les champs de gaz et/ou de pétrole offshore de Piltun - Astokhskoïe (pétrole) et de Lunskoïe (gaz), dont les réserves extractibles sont évaluées à 1 milliard de barils de pétrole et 490 milliards de m³ de gaz naturel. Les installations ont été créées ex nihilo dans un environnement subarctique difficile. Véritable complexe énergétique, la production repose sur trois plateformes offshore fixées et adaptées à la banquise : PA-A (Molikpaq), PA-B and Lun-A (Lunskoïe-A).¹⁵⁵

C'est aussi, à l'origine, le plus grand investissement direct étranger en Russie, sur la base d'un accord de partage de production (APP / PSA) signé en 1994 entre la Fédération de Russie et un consortium d'investisseurs regroupé au sein de la Sakhalin Energy Investment

¹⁵² "La Russie pourrait construire un gazoduc Sibérie-Pacifique", Caucaz Europeanews, 18 Octobre, 2006.

¹⁵³ Проект "Сахалин-1"/Projet Sakhalin-1/ disponible sur: <http://www.sakhalin-1.ru/ru/project/overview.asp>

¹⁵⁴ Общая информация о проекте "Сахалин-1"/Information générale sur le Projet Sakhalin-1/disponible sur: <http://www.sakhalin-1.ru/ru/project/overview.asp>

¹⁵⁵ Подробнее о проекте "Сахалин-2"/ Plus d'informations sur le projet "Sakhaline-2", disponible sur: http://www.sakhalin-2.ru/ru/project.asp?p=explore_phase2

Company Ltd. Ce consortium rassemblait l'opérateur néerlandais-britannique Royal Dutch Shell et les japonais Mitsui et Mitsubishi détenant respectivement 55%, 25% et 20% des parts. En décembre 2006, Gazprom a rejoint le projet en y devenant investisseur majoritaire avec 50% + 1 part, la part des trois premiers investisseurs passant, dans le même ordre, à 27,5%, 12,5% et 10%.¹⁵⁶

En novembre 2006, le Ministre de l'énergie et de l'industrie, M. Dementiev prévoyait que, pendant toute la durée de fonctionnement du projet, la Fédération de Russie percevra 6% de royalties sur le gaz et le pétrole produits. Tous les produits de la vente des hydrocarbures, moins ces royalties, permettront de rembourser l'investissement initial de Sakhalin Energy. Le remboursement terminé, la Fédération de Russie percevra une taxe de 32% sur les revenus d'exploitation de Sakhaline-2.¹⁵⁷ Mais, :

“Garantir le transport des ressources énergétiques reste un défi. Il existe deux moyens d’y faire face et il faut les appliquer tous les deux. Le premier consiste à adopter le principe généralement reconnu des droits de douane sur les services de transit. Il peut être inscrit dans des textes légaux internationaux. Cette pratique devrait concerner le pétrole, le gaz, le combustible nucléaire et, dans une certaine mesure, la production d’électricité. Le second consiste à développer et à diversifier les routes de transport de l’énergie. Nous avons travaillé dur et longtemps dans ce but.”¹⁵⁸

Lors de sa visite à Genève, le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a ajouté que la technologie GNL [gaz naturel liquéfié] et son marché ont de belles perspectives de croissance et sont extrêmement importantes pour la sécurité énergétique.

Simultanément, le GNL permet d'explorer ou bien d'approvisionner des régions reculées, dépourvues en ressources gazières ou en pipelines, comme le Japon ou la Corée du Sud. Il permet aussi aux pays importateurs de diversifier leur panel de fournisseurs. Par contre, s'il

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ “Nouveau front pionnier pétrolier et gazier dans l'Extrême-Orient russe : Sakhaline”, Geoconfluences, 27 Septembre, 2007.

¹⁵⁸ Prime Minister Vladimir Putin's speech at the opening ceremony of the World Economic Forum, 28 Janvier, 2009, disponible sur: <http://premier.gov.ru/eng/visits/world/95/1921.html?tab=video#mainEvent>.

facilite les négociations diplomatiques à propos de l'acheminement du gaz, il soulève d'autres problèmes concernant la sécurité des détroits. D'autres facteurs importants jouant en faveur du GNL sont la sécurité et l'interdépendance des énergies, l'épuisement des réserves énergétiques, l'augmentation du prix et de la demande de gaz, le désir des producteurs de "faire de l'argent" avec leurs réserves de gaz ou la diminution des coûts de production du GNL.¹⁵⁹

Or, pour pareilles raisons la Russie a commence a développer des projets de gaz naturel liquéfié (GNL) en Extrême-Orient russe, afin d'accroître son rôle d'exportateur d'énergie dans la région Asie-Pacifique. De cette façon, une première usine de liquéfaction de gaz naturel a été inaugurée 18 février 2009, sur l'île de Sakhaline. Située à 160 kilomètres d'Hokkaido, elle permet à Gazprom de se développer sur le marché du GNL. Outre le Japon (65% de la future production lui sont destinés), cette usine permettra d'approvisionner la Corée du Sud mais aussi les Etats-Unis.¹⁶⁰ L'usine de liquéfaction fournira 9,6 millions de tonnes de GNL par an en 2010, soit environ 4 % de la production mondiale. Avec un baril de pétrole à 60 dollars, le projet devrait dégager 125 milliards de dollars de bénéfices pour la Russie au cours de son exploitation. Le site industriel s'appuiera sur le champ géant de Sakhaline 2, dont les réserves extractibles excèdent les 600 milliards de mètres cubes.¹⁶¹

De cette manière, la nouvelle usine va permettre à la Russie de se développer comme leader énergétique en Asie. Selon Jonathan Stern, directeur des programmes gaziers à l'Institut pour les études énergétiques d'Oxford :

*“Cela transforme (la Russie) en acteur important du marché du GNL dans le Pacifique, et c'est très important pour l'avenir étant donné les quantités énormes de gaz dont elle dispose dans le Pacifique”*¹⁶²

¹⁵⁹ “Le GNL : Instrument de flexibilisation du marché du gaz”, Institut d'études internationales de Montréal, Bulletin Nr.80, Canada, Avril, 2006.

¹⁶⁰ “Gazprom se tourne vers la Chine avec le GNL de Sakhaline”, L'Usine Nouvelle, 18 Février, 2009.

¹⁶¹ “Gazprom menace l'Europe de se tourner vers d'autres marches”, Les Échos, 2 Avril, 2009.

¹⁶² “Gaz : avec le GNL, la Russie pousse ses pions en Asie”, LesEchos, 16 Février, 2009.

Sous la même perspective, lors de l'inauguration de la première usine de gaz naturel liquéfié de Korsakov¹⁶³, le Président russe, Dimitri Medvedev a indiqué que :

*“Cela renforce la position de la Russie en tant qu'important acteur sur le marché mondial de l'énergie et je ne vous cacherai pas que nous sommes très contents de cela.”*¹⁶⁴

De l'autre cote, le Japon :

*“attache une très grande importance au projet Sakhaline-2 et le perçoit comme une locomotive susceptible de faire avancer la coopération économique et l'ensemble des rapports avec la Russie.”*¹⁶⁵

Au-delà de l'usine de Sakhaline, Gazprom peut compter sur les réserves des gisement de Chtokman (mer de Barents) et de Yamal (Grand nord russe) dont les réserves de gaz naturel sont évaluées à plus de 3800 milliards de mètres cubes. En outre, la multinationale russe table le 2014 pour les premières livraisons de gaz. En effet, le holding projette une date plus loin car:

*“Ce qui est important, pour nous, c'est de démarrer d'abord la production de gaz naturel ici à Shtokman, ensuite il s'agira pour nous de trouver les bons partenaires en Amérique du Nord.”*¹⁶⁶

Comme le souligne Alexandre Medvedev, le développement de nouveaux marchés et de produits est primordial dans la stratégie énergétique globale de Gazprom, car il constituera

¹⁶³ Ville de l'oblast de Sakhaline, en Russie.

¹⁶⁴ “La Russie inaugure sa première usine de gaz liquéfié près du Japon”, TageblattEco, 18 Février, 2009.

¹⁶⁵ Geoconfluences, 2007, *op.cit.*

¹⁶⁶ Alexander Medvedev, vice-président du comité de gestion d'AOO Gazprom, www.gazprom.ru

un jalon important dans le cadre de la stratégie globale du holding, pour le secteur du GNL.¹⁶⁷

De cette façon, la compagnie gazière Gazprom est en train de négocier avec l'américain Exxon Mobil la construction d'un terminal gazier sur la côte orientale des Etats-Unis, baptisé Blue Ocean. Parmi y, le groupe russe prévoit livrer aux Etats-Unis son gaz naturel liquéfié en provenance des gisements de Chtokman.¹⁶⁸

Selon Exxon Mobil, le terminal de réception de gaz naturel liquéfié BlueOcean sera mis en service afin de satisfaire les besoins croissants d'énergie des états du New Jersey et de New York. Le projet sera capable de pourvoir environ 34 millions de mètres cubes de gaz par jour, assez pour satisfaire les besoins de plus de cinq millions de consommateurs résidentiels.¹⁶⁹

Suivant la déclaration du Ron P. Billings, vice-président, Global LNG, Exxon Mobil Gas & Power Marketing Company, BlueOcean:

“est une solution unique et innovatrice au défi énergétique de la région qui fournira des avantages économiques significatifs aux états du New Jersey et de New York et aidera la région à réaliser ses objectifs environnementaux.”¹⁷⁰

Depuis les années 1990, l'île a attiré de nombreuses sociétés pétrolières et gazières étrangères grâce au plateau continental propice à l'exploitation des hydrocarbures. Selon les spécialistes, les réserves seraient comparables à celles de la Norvège.¹⁷¹ Pour cette raisons, le gouvernement russe a divisé le plateau en différents projets nommés dans l'ordre de leurs attributions. Ainsi, les projets Sakhaline-3 a été attribués à Exxon Mobil, mais parce qu'il a pris du retard et le gouvernement russe a suspendu les licences. Par contre, British

¹⁶⁷ “La filiale américaine de Gazprom et Rabaska concluent un accord de partenariat : GMTUSA souscritra toute la capacité d'un terminal méthanier en Amérique du Nord”, GazDeFrance.com, 15 Mai, 2008.

¹⁶⁸ “Gazprom négocie la construction d'un terminal gazier aux Etats-Unis”, RIA NOVOSTI, 18 Juin, 2008.

¹⁶⁹ www.blueoceanenergy.com/

¹⁷⁰ “ExxonMobil Announces BlueOcean Energy, a Project to Bring Needed Natural Gas Supplies to New Jersey and New York via a Floating Offshore LNG Terminal”, December, 2007, www.ExxonMobil.com

¹⁷¹ Geoconfluences, 2007, *op.cit.*

Petroleum, dans le cadre d'une joint-venture avec Rosneft, a presque terminé l'exploration de sa zone sur Sakhaline-5.¹⁷²

De ce fait, l'exploitation des hydrocarbures à Sakhaline illustre le tournant de la géopolitique russe en matière énergétique. Elle repose largement sur l'imposition de nouvelles règles du jeu dans les relations avec les opérateurs et investisseurs internationaux, par des renégociations de licences et de contrats. Elle repose aussi sur des technologies sophistiquées, dont les investisseurs étrangers les maîtrisent. De cette manière, la Russie a la possibilité d'aller à l'assaut de réserves localisées dans des environnements difficiles, en Sibérie et en Extrême-Orient aujourd'hui, en offshore arctique demain, ce qui devient envisageable dans une perspective de réchauffement climatique durable.¹⁷³

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ *Ibid.*

IV. La crise financière, quel impact sur la Russie?

Après une grave crise en 1998 et une chute du niveau de vie, la Russie était entrée depuis le début des années 2000 dans une phase de croissance dynamique grâce à l'évolution vers l'économie de marché. Convergée sur les exportations d'hydrocarbures dans un contexte d'augmentation des prix du pétrole, les performances économiques russes avaient permis au pays de rembourser par anticipation sa dette au Club de Paris et d'accumuler des réserves financières considérables.¹⁷⁴ Au total, au début de l'année 2008, l'économie russe était appelée à dépasser celle des Etats-Unis et de l'Union européenne à l'horizon 2030. En plus, elle s'est imposée comme un pays émergent grâce à sa croissance, à la "démocratie souveraine" mise en place par Vladimir Poutine et par l'affirmation sur la scène internationale.¹⁷⁵

Mais, comme le déclare Vladimir Volkov, "*l'onde de choc qui secoue le système financier international et dont l'épicentre se trouve dans l'effondrement financier aux Etats-Unis a conduit à la mi-septembre à une forte chute des marchés boursiers russes.*" Le pays connaît sa plus grave crise bancaire depuis le défaut de paiement d'août 1998 manifestant ainsi l'énorme vulnérabilité de l'économie russe aux fluctuations des marchés mondiaux.¹⁷⁶

Simultanément, le discours du Premier ministre russe Vladimir Poutine au Forum économique mondial de Davos, le 28 janvier 2009, met en évidence que dans:

*"une époque de globalisation, la crise touche tout le monde. Tous les pays, quels que soient leurs systèmes politique et économique, sont dans le même bateau."*¹⁷⁷

¹⁷⁴ La dette due par la Fédération de Russie aux créanciers du Club de Paris est estimée à 22,3 milliards de dollars au 1er juin 2006, Club de Paris.

¹⁷⁵ L. DELCOUR, "*La crise économique, quel impact en Russie ?*", Actualités de la Russie et de la CEI, Nr. 13, Février, 2009.

¹⁷⁶ V. VOLKOV, "*La crise financière mondiale révèle l'instabilité de l'économie russe*", Mondialisation.ca, Octobre, 2008.

¹⁷⁷ Prime Minister Vladimir Putin's speech at the opening ceremony of the World Economic Forum, disponible sur: <http://premier.gov.ru/eng/visits/world/95/1921.html?tab=video#mainEvent>

Dans la même perspective, le Premier ministre russe a insisté sur le fait que:

“Les économistes et les politiques experts et responsables doivent s’y préparer, mais elles surviennent toujours sans qu’on s’y attende, à l’instar de l’hiver russe. On prend toujours des mesures minutieuses en vue de la saison froide et pourtant elle survient toujours soudainement. La situation actuelle ne constitue pas une exception.”¹⁷⁸

D’une manière claire, la crise globale a affecté et la Russie, dont l’économie ressent les conséquences. Cependant, comme l’indique Vladimir Poutine,

“Contrairement à beaucoup d’autres pays, nous avons accumulé des réserves importantes qui nous permettent de traverser avec assurance la période d’instabilité mondiale.”¹⁷⁹

Afin de mettre en perspective l’impact de la crise sur le secteur énergétique russe, il est nécessaire de garder à l’esprit que la Russie se classe au troisième rang au niveau mondial dans la production de pétrole, après l’Arabie saoudite et les États-Unis, détient la deuxième plus grande réserve de charbon et est le troisième plus grand consommateur d’énergie. Ces vastes ressources naturelles représentent 64% des recettes des exportations, 30% de tous les investissements étrangers directs (IED), 20,5% du PIB et le pétrole représente à lui seul 1/3 des revenus du gouvernement. En même temps, la multinationale Gazprom, introduit dans le budget de l’Etat 40 milliards de dollars, y compris les taxes sur les exportations, ainsi que les impôts sur le revenu et l’exploitation minière.¹⁸⁰

De ce fait, il est évident que l’économie de la Russie est fortement dépendante du pétrole et du gaz naturel. Car, depuis 2000, la Russie a réussi, à accroître son économie, après l’effondrement de 1998, grâce à l’augmentation du prix du pétrole et du gaz. Or, la prospérité de ces dernières années a été principalement basée sur la croissance mondiale des prix du carburant.

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ “Падающие цены на газ оставляют Россию без рычагов влияния”/ La baisse des prix du gaz laisse la Russie sans leviers d’influence, Newsland.ru, 16 Mai, 2009.

Mais, pour la première fois en 22 mois, le prix mondial du pétrole qui a soutenu la croissance économique en Russie a diminué de façon spectaculaire. Au cours de novembre 2008, les prix du pétrole est tombée en dessous de 55 \$ le baril.¹⁸¹ En outre, la crise économique mondiale a sérieusement réduit la demande pour le gaz naturel, dont la Russie l'exporté vers l'Europe de l'Est et à des clients dans les pays qui, auparavant, faisaient partie de l'Union soviétique.

Maintenant que la crise économique mondiale a sérieusement réduit la demande pour le gaz, Gazprom est forcé de faire face à un excédent du coût des fournitures en Asie centrale, dont il a été obligé de vendre à perte. Dans un communiqué, Gazprom a déclaré que cette année, la société a perdu l'argent des contrats avec l'Asie Centrale, mais leur valeur augmentera lorsque la demande va se rétablir. Etant donné que le gaz est beaucoup plus largement diffusé que le pétrole, Gazprom a souligné qu' :

“Il ne fait aucun doute que la crise économique mondiale a eu un impact négatif sur la demande d'énergie, mais à long terme la demande de gaz en Russie et à l'étranger augmentera.”¹⁸²

Au contraire, William C. Ramsay soutient que la crise aura des impacts et sur les projets de liaisons en cours, car les flux du pétrole auront plus de difficulté à être financés, dans un contexte où, la Russie table sur une augmentation des exportations. En même temps, le secteur gazier russe souffre plus de la crise financière mondiale que le marché du pétrole. Lors de la 7e conférence ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), Vladimir Poutine a fait savoir que:

“Plus inerte, le secteur gazier sera plus touché par la crise que le marché du pétrole et mettra plus de temps pour se rétablir. En août-novembre 2008, les prix du pétrole ont été

¹⁸¹ K.DRAKATOU, N.MARAGOPOULOS, D.MAVRIDOU, M.VOUKELATOU, “*The impact of the global financial crisis on Russia*”, Centre for Russia, Eurasia & Southeastern Europe, Economy Program, Novembre, 2008, pp.11-15.

¹⁸² Newsland.ru, 2009, *op.cit.*

*divisés par quatre. Cela a déjà provoqué des conséquences sur le marché gazier où les prix sont formés en fonction des prix du pétrole.*¹⁸³

Plus d'autant, les chocs enregistrés actuellement sur les marchés financiers ont clairement montré que la croissance économique de ces dix dernières années n'a pas mené à une plus grande autonomie de l'économie russe, mais au contraire à sa subordination à grande échelle aux structures du marché capitaliste mondial.¹⁸⁴ Hormis ça, la crise a rendu plus évidents les problèmes dont la Russie se confronte. C'est-à-dire l'accent excessif mis sur les matières premières dans les exportations, ainsi que la faiblesse du marché financier.¹⁸⁵

Pour mettre en perspective l'impact de la crise sur la Russie, il faut mentionner que richement dotée en gaz, jusqu'à présent, elle n'en a exploité pas que la part la plus facile de ses gisements. Or, elle pourrait confier cette tâche à des opérateurs plus souples et plus "agiles" que ses géants du gaz Surgutneftegaz ou Gazprom. Mais, à la place de s'ouvrir aux investissements étrangers, la Russie a pris le chemin inverse de la coopération avec les compagnies occidentales. Cependant, étant donné que ses besoins de financement annuel sont environ de 50 milliards de dollars et que le prix de baril est descendu à 50 dollars, Kremlin devrait chercher à reformer ses lois pour attirer des investisseurs étrangers afin d'atteindre les objectifs fixes.¹⁸⁶ Or, comme l'indique Vladimir Poutine,

*"Il est nécessaire de revenir à un prix raisonnable reposant sur un équilibre entre l'offre et la demande afin de débarrasser la fixation du prix de l'élément spéculatif produit par de nombreux instruments financiers à terme."*¹⁸⁷

En dépit des inconvénients provoqués, la crise financière pourrait constituer une opportunité pour rééquilibrer ses relations avec l'Occident. Ce pays a craint pendant

¹⁸³ "Crise financière mondiale: le secteur gazier plus touché que le marché du pétrole", RIA NOVOSTI, Decembre, 2008.

¹⁸⁴ V.VOLKOV, 2008, *op.cit.* 11-15.

¹⁸⁵ Prime Minister Vladimir Putin's speech at the opening ceremony of the World Economic Forum.

¹⁸⁶ W.C. RAMSAY, "La Russie, acteur incontournable pour l'Europe ?", Magazine alternatives, Nr. 20, 2e trimestre 2009.

¹⁸⁷ Prime Minister Vladimir Putin's speech at the opening ceremony of the World Economic Forum.

longtemps – et à juste titre – que le reste du monde ne veuille mettre la main sur ses intérêts dans le gaz et dans le pétrole. Toutefois, William C. Ramsay est d’avis que:

*“au lieu de se replier sur eux-mêmes, ils devraient profiter de l’apport des talents européens, américains, asiatiques...”*¹⁸⁸

¹⁸⁸ W.C. RAMSAY, 2009, *op.cit.*

Conclusions

Face à la croissance de sa dépendance énergétique, la Russie tend de plus en plus à s'affirmer comme un acteur essentiel et actif du marché des hydrocarbures. La prospérité de ces dernières années, principalement basée sur la croissance mondiale des prix du carburant, a aidé la Russie à accroître son économie, après l'effondrement de 1998. En même temps, la reprise en mains du secteur énergétique par le gouvernement de V. Poutine, a provoqué les critiques d'étiqueter cette stratégie comme un biais afin de regagner son influence sur la scène internationale. Dans cette optique, la recherche de leadership de la Russie sur le marché gazier mondial, définit sa volonté de maîtriser à long terme les exportations.

Or, par son influence énergétique, politique et stratégique, la Russie conditionne une bonne part des projets. En Europe, la politique russe s'inscrit et s'appuie sur le développement des relations bilatérales (voire parfois multilatérales). L'Allemagne, l'Italie et la France viennent en tête de ces partenariats. De cette manière, à court terme, la Russie reste un pays producteur régional, dont le gros de ses livraisons étant destiné à l'Europe. Or, un élément fondamental entre la Russie et l'Union Européenne est que toutes les deux se trouvent interdépendantes l'une de l'autre. La Russie dépend de l'Union Européenne, son premier marché, pour écouler ses hydrocarbures tout autant que l'Europe dépend du gaz russe.

Dans cette optique, la géographie joue un rôle déterminant dans la volonté russe d'éviter les zones de transit qui diminuent autant ses profits. La construction des gazoducs North Stream et South Stream cible précisément cet objectif. Les tensions avec les États susceptibles d'être traversés par les voies d'exportations, les instabilités politiques et sociales des pays de transit (Ukraine, Biélorussie) sont des contraintes de premier ordre qui déterminent la Russie à chercher de nouvelles voies de développement.

Cependant, a court terme, de nombreuses incertitudes demeurent sur la viabilités des projets européens. Il faut garder en esprit que le dialogue UE-Russie bloque sur la Charte Européenne de l'Energie. Or, si Moscou envisage de garder le marché européen, a long terme, et de s'ouvrir d'avantage a l'Europe, (pour l'exportation de GNL), elle devra souscrire a la Charte Européenne de l'énergie.

Mais, sur le long terme, les immenses réserves gazières et pétrolières de Sibérie et de Sakhalin, restent l'atout majeur de la Russie. De ce fait, la Russie cherche a s'ouvrir sur les Océans Atlantique et Pacifique, soit à travers l'exploitation de ses gisements en Sibérie orientale ou en Extrême-Orient, soit a travers la construction d'installations de GNL.

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS

1. DOCUMENTS EDITS

1. “Энергетическая Стратегия России на период до 2020 года”, Москва, май 2003 год/ “La stratégie Énergétique de la Russie jusqu’en 2020”, Moscou, mai, 2003.
2. “Common Strategy of the European Union on Russia”, Juin, 1999.
3. “Union européenne - Russie : quelles relations ?”, Senat, France, 2007
4. BBC Monitoring – source RTR TV, Moscova, 27 novembre 2004.
5. Commission européenne, DG Energie, European Energy Outlook to 2020, http://ec.europa.eu/dgs/energy_transport/figures_archive/energy_outlook_2020/execsum.pdf
6. Communication from the Commission to the Council and the European Parliament on relations with Russia, www.europa.eu.int, 9 fevrier 2004.
7. Energy Information Administration. Official Energy Statistics from the U.S.Government.
8. Eurasia Daily Monitor, *Moscow Policymakers Complain About Lack of Trust between Russia and EU*, Vol 1, nr.126, 12 novembre 2004.
9. LEONARD,Mark, POPESCU, Nicu “A Power Audit of EU-Russia relations”, European Council on Foreign Relations, Novembre, 2007.
10. Raport RUE “Россия и Европейский Союз: в поисках общих стратегий”, /La Russie et l'Union européenne: à la recherche des stratégies communes, Moscou 2007.
11. The Council of the European Union, *European Security Strategy*, 12 december, 2003.
12. VOLKOV, Eduard P., “Strategy of electric power industry development in Russia for the period up to 2030”, Club de Nice, 2008.
13. DYNKIN, Alexander, “Partnership between Russia and the European Union in the energy sector:mapping the bottlenecks”, Club de Nice, 2008.
14. “The Blue Book. Making Investments in Energy Charter Member Countries. Exceptions to the principle of non-discriminatory treatment”, Energy Charter Secretariat, March, 2008.

2. MEMOIRES

1. DUNLOP, John B., *Russia under Putin reintegrating post-Soviet space*, Journal of Democracy, vol. 11, nr. 3, 2000.
2. TALBOTT, Strobe, *The Russian Hand: A Memoir of Presidential Diplomacy*, New York, Random House, 2003.

3. ARTICLES, DISCOURS, INTERVIEWS

1. “Accord Russie-Kazakhstan-Turkménistan : les Américains ne sont pas contents”, Caucaz.com, 15 Mai, 2007.
2. “Accord sur un gazoduc entre Russie, Turkménistan et Kazakhstan”, RTLinfo.be, Mai, 2007.
3. “Conflit gazier : L’Europe prise en otage”, Le Journal Développement Durable, Janvier, 2009.
4. “Crise du gaz, l’Europe prise en otage?”, Le Taurillon, Janvier, 2009.
5. “Energy Efficiency”, Analytical Digest, Nr.46, 25 September, 2008
6. “Energy Sector Reform”, Russian Analytical Digest, Nr.27, 18 September, 2007
7. “EU-Russia Energy Dialogue”, Euractiv.com, septembre, 2007, disponible sur: <http://www.euractiv.com/en/energy/eu-russia-energy-dialogue/article-150061>
8. “ExxonMobil Announces BlueOcean Energy, a Project to Bring Needed Natural Gas Supplies to New Jersey and New York via a Floating Offshore LNG Terminal”, Decembre, 2007, www.ExxonMobil.com
9. “Gazoduc Caspien: le résultat de la coopération Russie-Turkménistan-Kazakhstan (ministre russe de l’Energie)”, RIA NOVOSTI, Juillet, 2008.
10. “Gazoduc de la Caspienne: le Kazakhstan lance le processus de ratification”, RIA NOVOSTI, 22 Avril, 2009.
11. “Gazoduc Nord Stream : la Russie insiste sur le respect du calendrier”, LesEchos.fr, Avril, 2009.
12. “Gazprom – Rabaska. L’approvisionnement réglé”, Radio-Canada.ca, 15 mai, 2008
13. “Gazprom à la conquête de la planète”, Fondation AgoraVox, 28 Juin, 2008
14. “Gazprom Liberal Politics In Russia : Potential and Risks Regional Elections”, Analytical Digest, Nr.1, 6 June, 2006.
15. “Gazprom russe et Gaz de France celebrant leurs 30 ans de cooperation”, Paris, septembre, 2005, disponible sur: <http://www.russomania.com/Gazprom-russe-et-Gaz-de-France>

16. "Gazprom s'installe en Algérie", El Watan, Juin, 2008, disponible sur: <http://www.elwatan.com/Gazprom-s-installe-en-Algerie>
17. "Gazprom s'installe en Algérie", Juin, 2008, disponible sur: www.algerie-dz.com
18. "Gazprom wants to join gas pipelines in Alaska", Reuters, 7 Juin, 2008.
19. "Gazprom's Foreign Energy Policy", Analytical Digest, Nr.41, 20 May, 2008.
20. "GNL : importante étape dans le projet Sakhalin II", Enerzine.com, 18 février, 2009.
21. "La bataille pour le gaz turkmène ne fait que commencer", Géopolitique de l'Asie centrale, Diploweb.com, octobre, 2007.
22. "La filiale américaine de Gazprom et Rabaska concluent un accord de partenariat :GMTUSA souscrita toute la capacité d'un terminal méthanier en Amérique du Nord", GazDeFrance.com, 15 Mai, 2008.
23. "La résurrection de la stratégie énergétique de la Russie", Centre d'Etudes et de Recherché de l'Enseignement Militaire Supérieur, 2005, disponible sur: http://www.cerems-travail.fr/compteur_upload.php?rubrique_id=189&fichier_upload_id=876
24. "La Russie – partenaire de l'Allemagne ou l'inverse?", Alliance Geostratégique, Mai, 2009.
25. "La Russie donne un coup de pouce au gazoduc South Stream, rival de Nabucco", Romandie News, 15 Mai, 2009.
26. "La Russie et l'Iran jettent les bases d'une nouvelle donne énergétique mondiale", Voltairenet.org, Juin, 2006.
27. "La Russie inaugure sa première usine de gaz liquéfié près du Japon", TageblattEco, 18 Février, 2009.
28. "La Russie pourrait construire un gazoduc Sibérie-Pacifique", Caucaz EuropeNews, 18 Octobre, 2006.
29. "Le GNL : Instrument de flexibilisation du marché du gaz", Institut d'études internationales de Montreal, Bulletin Nr.80, Canada, Avril, 2006.
30. "Nord Stream: le "pays de transit" le plus fiable est la mer Baltique (PDG de Wingas)", RIA NOVOSTI, 22 Janvier, 2009.
31. "Nouveau front pionnier pétrolier et gazier dans l'Extrême-orient russe : Sakhaline", Geoconfluences, 27 Septembre, 2007
32. "Oléoduc Sibérie-Pacifique: la Russie construira un embranchement vers la Chine", ICE STATION ZEBRA, Geopolitique de l'Arctique, 26 Octobre, 2008.
33. "Oléoduc Sibérie-Pacifique: Poutine invite les compagnies japonaises à coopérer", RIA NOVOSTI, 12 Mai, 2009.
34. "Oléoducs et gazoducs chinois à l'aube du XXIe siècle : les vecteurs d'une diplomatie de l'énergie", Objectif-Chine.com, 11 Mai, 2009.
35. "Pipeline politics? Russia and the EU's battle for energy", Euractiv.com, Janvier, 2009.
36. "Poutine et Prodi veulent accélérer le projet du gazoduc South Stream", RIA NOVOSTI, Juin, 2007
37. "Russia opens first LNG plant in Sakhalin", Earthtimes, 18 Février, 2009.

38. “Russia, Iran tighten the energy noose”, Asia Times Online, December, 2007. “La securite energetique de l’Ukraine: mythe ou realite?”, Actualites de la Russie et de la CEI, Nr.5, Novembre, 2007.
39. “Russia’ Energy Sector”, Analytical Digest, Nr.18, 3 April, 2007.
40. “Russia’s New Energy Frontiers”, Analytical Digest, Nr.33, 22 January, 2008
41. “Sakhalin-1 Project Receives Award for Excellence from International Petroleum Technology Conference”, ExxonMobil, December, 2008.
42. “Shtokman : Gazprom choisit Total comme partenaire”, Usinenouvelle.com, Juillet, 2007.
43. “The Russian – Ukrainian Gas Conflict”, Analytical Digest, Nr, 53, 20 January, 2008
44. “Un nouveau gazoduc russe traversant l’Ouzbekistan”, Asie-Centrale.com, septembre, 2008.
45. “Падающие цены на газ оставляют Россию без рычагов влияния”/ La baisse des prix du gaz laisse la Russie sans leviers d’influence, Newsland.ru, 16 Mai, 2009.
46. “Соглашение об основных принципах и положениях геологического изучения недр инвестиционных блоков Устьуртского региона”, / Accord sur les principes de base et les dispositions de l’étude géologique du sous-sol de l’investissement des blocs dans la région d’Usturt, <http://www.rbcdaily.ru/archive/2006/01/25/213967>
47. “Среднеазиатская игра Газпрома: новые горизонты”/ Les nouveaux horizons de Gazprom: l’Asie Centrale/, Gazeta.kz, 31, Janvier, 2006.
48. “Узбекистан отдал России самое ценное”/Ouzbekistan a donne a la Russie le plus precieux/, РБК daily, Janvier, 2006, disponible sur: <http://www.rbcdaily.ru/archive/2006/01/25/213967>
49. DELCOUR, Laure “Cette visite va engager la France dans les années à venir”, Nouvel Obs.com, 9 octobre 2007.
50. DELCOUR, Laure, “UE/Russie : les réalités d’une interdépendance”, Actualites de la Russie et de la CEI, Nr.12, Janvier, 2009.
51. DELCOUR, Laure, “La crise économique, quel impact en Russie ?”, Actualites de la Russie et de la CEI, Nr. 13, Fevrier, 2009.
52. Interview d’Alexandre Medvedev, Euronews, Mars, 2009
53. Interview du President de la Russie, Vladimir Poutine, 31 Août, 2008, http://www.president.kremlin.ru/eng/speeches/2008/08/31/1850_type82912type82916_206003.shtml
54. MONTANARO-JANKOWSKI, Lucia “Chine-Russie : des intérêts convergents”, Questions internationales, Nr. 6, La Documentation française, Mars-Avril, 2004.
55. Prime Minister Vladimir Putin’s speech at the opening ceremony of the World Economic Forum, 28 Janvier, 2009, disponible sur: <http://premier.gov.ru/eng/visits/world/95/1921.html?tab=video#mainEvent>.
56. RAMSAY, William, C., “La Russie, acteur incontournable pour l’Europe ?”, Magazine alternatives, Nr. 20, 2e trimestre 2009.

57. ROUSSELOT, Hélène “Ouzbékistan : la ruée de Gazprom”, Regard sur l’Est, Avril, 2007.
58. Sergei IVANOV, “*Le contrôle de l’Etat russe sur ses ressources énergétiques*”, 7 mai 2009, disponible sur: <http://www.slavika.com/spip.php?article904>
59. STOUNNIKOVA, Lioubov “ L’augmentation du prix de gaz naturel centra-siatique : quelles perspectives stratégiques pour la Russie ? ”, Actualites de la Russie et de la CEI, Nr.8, Avril, 2009.
60. VERLUISE, Pierre, “*Pourquoi la Russie prend-t-elle le risque d’une rupture de l’approvisionnement gazier de plusieurs États membres de l’UE ?*”, Actualites de la Russie et de la CEI, Nr.12, Janvier, 2009
61. VOLKOV, Vladimir, “La crise financière mondiale révèle l’instabilité de l’économie russe”, Mondialisation.ca, Octobre, 2008.

II. OUVRAGES SPECIAUX

1. AFANASSIEFF, Jean, DOLGOROUKY, Alexandre, “*Le monde selon GazProm, la bombe G russe*”, documentaire sur le gaz et pétrole Russe.
2. BALMACEDA, Margarita, M., “*EU Energy Policy and Future European Energy Markets: Consequences for the Central and East European States*”, Forschungsschwerpunkt Konflikt – und Kooperationsstrukturen on Osteuropa an der Universität Mannheim, Mars, 2002.
3. CHENG, Jiang, “*Relations between Russia and Europe from the Perspective of Energy Strategy*”, Hamburger Beiträge zur Friedensforschung und Sicherheitspolitik, February 2008.
4. DELCOUR, Laure, “UE/Russie : les réalités d'une interdependance”, dans “UE/Russie : les réalités d'une interdependance”, Actualites de la Russie et de la CEI, IFRI, janvier, 2009.
5. DRAKATOU, Konstantina, MARAGOPOULOS, Nikos, MAVRIDOU, Despoina, VOUKELATOU, Matina “*The impact of the global financial crisis on Russia*”, Centre for Russia, Eurasia & Southeastern Europe, Economy Program, Novembre, 2008.
6. DUBIEN, Arnaud “ Russie-Ukraine : opacité des réseaux énergétiques ”, Russie.Nei.Visions, Nr.19, IFRI, Centre Russie/NEI, Mai, 2007.
7. DURAND, Cedric, PETROVSKI, Maxime, “*Un développementalisme russe ? Le retour de l’Etat en Russie et ses limites*”, document de travail pour le CEMI-EHESS, Mars, 2008.
8. EROCHKINE, Vladimir, EROCHKINE, Pavel, “*Russia’s oil industry. Current problems and future trends*”, The Centre for Global Studies, United Kingdom, 2006

9. FACON, Isabelle “*La politique extérieure de la Russie de Poutine. Acquis, Difficultés et Contraintes*”, disponible sur:
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001305.pdf>
10. GOMART, Thomas, “*Union Européenne-Russie : de la stagnation à la dépression*”, Revue du Marché commun et de l’Union Européenne, Nr.510, Juillet - Aout, 2007.
11. GÖTZ, Roland “*La Russie au début du second mandat de Poutine*”, Fondation pour la science et la politique, Berlin - Groupe de recherche sur la Russie et la CEI - Institut de politique internationale et de sécurité, Berlin, 2004, disponible sur: http://www.leforum.de/artman/publish/article_190.shtml
12. GOTZ, Roland “*Russlands Energiestrategie und die Energieversorgung Europas*”/ La stratégie énergétique russe et l’approvisionnement énergétique de l’Europe/, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, Mars, 2004.
13. GUILLEMOLES, Alain, LAZAREVA, Alla, “*Gazprom. Le Nouvel Empire*”, Les petits matins, Paris, 2008.
14. GUILLET, Jérôme, “*Gazprom, partenaire prévisible : relire les crises énergétiques Russie-Ukraine et Russie-Belarus*”, Russie. Nei. Visions, Nr. 18, IFRI, Centre Russie/NEI, Mars, 2007.
15. KOSTYOUK, Valeri, SAIAMOV, Iouri, “*Le pétrole et le gaz russes*”, *Histoire et Perspectives*”, CRES – ACI, Genève, 1995
16. LAIDI, Zaki, “*La norme sans la force, l’énigme de la puissance européenne*”, deuxième édition entièrement refondue, Presses de Sciences Po, collection “Les nouveaux débats”, 2008.
17. LESOURNE, Jacques, “*The external Energy Policy of the European Union*”/ Gouvernance Européenne et Géopolitique de l’Energie, Nr.3, IFRI, Paris, 2008.
18. LOCATELLI, Catherine “*L’industrie gazière russe et son poids dans l’équilibre mondial*”, Liaison énergie francophonie, Institut de l’énergie et de l’environnement de la Francophonie, septembre, 2008.
19. LOCATELLI, Catherine “*L’UE: aiguillon des stratégies de Gazprom?*”, Russie.Nei.Visions n.26, IFRI, Centre Russie/NEI, Février, 2008, pp.6/24
20. LOCATELLI, Catherine, “*Les stratégies d’internationalisation de Gazprom, enjeu de la constitution d’une grande compagnie d’Etat russe*”, Courier des Pays de l’Est, septembre, 2006.
21. LOCATELLI, Catherine, “*L’enjeu énergétique des relations entre la Chine et la Russie-Caspienne*”, CNRS, Université de Grenoble II, Octobre, 2004
22. LOCATELLI, Catherine, “*L’UE: aiguillon des stratégies de Gazprom*”, Russie.Nei.Visions, Nr.26, IFRI, Centre Russie/NEI, Février, 2008.
23. LOCATELLI, Catherine, “*Russie-Caspienne. La concurrence des voies d’exportation pour l’approvisionnement gazier de l’Europe*”, Laboratoire d’économie de la production et de l’intégration internationale, Note de Travail, Nr.4, Février, 2008.
24. LOCATELLI, Catherine “*Les hydrocarbures russes: une industrie en quête de modèle*”, Agir, Revue générale de stratégie, 2005.
25. Margarita “*Liberalisation et élargissement: impacts sur l’organisation industrielle des marchés du gaz naturel en Europe de l’Est*”, Centre de

- geopolitique de l'énergie et des matières premières, Paris Dauphine, Décembre, 2004.
26. MATHIEU, Paul, SHIELLS, Clinton.R., *“Les difficultés du secteur de l'énergie dans la Communauté des États indépendants”*, International Monetary Fond, Finance & Development, 2002.
 27. MITROVA, Tatiana, *“Gazprom's Foreign energy policy”*, Russian Analytical Digest, N.41, mai, 2008.
 28. MITROVA, Tatiana, *“Gazprom's perspective on internal markets”*, Russian Analytical Digest, Moscow, Mai, 2008.
 29. NIES, Susanne *“Oil and gas delivery to Europe”/Gouvernance Européenne et Geopolitique de l'Energie*, 4bis, IFRI, Aout, 2008.
 30. NIES, Susanne, *“Nabucco et South Stream- des gazoducs trop politisés ?”*, Actuelles de l'IFRI, Edito Energie, Mars, 2008.
 31. PAILLARD, Christophe-Alexandre, *“Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergetique”*, Russie.Nei.Visions n.17, IFRI, Centre Russie/NEI, mars, 2007.
 32. PIFER, Steven *“Reversing the Declin: An Agenda for U.S.-Russian Relations in 2009”*, Foreign Policy at BROOKINGS, POLICY PAPER, n.10, January, 2009.
 33. RADYANYI, Jean *“Pourquoi le président Vladimir Poutine est si populaire en Russie”*, Le Monde diplomatique, décembre 2007.
 34. RAHR, Alexandre, *“Russie-Allemagne : la relation spéciale et la présidence de l'Union européenne”*, Politique étrangère, IFRI, 2007. PRIVOSKA,
 35. ROSS, Cameron, *“Putin's federal reforms and the consolidation of federalism in Russia: one step forward, two steps back!”*, Department of Politics, University of Dundee, Dundee, DD1 4MN, Scotland, UK.
 36. RUCKER, Laurent *“La politique étrangère russe. A l'Ouest, du nouveau!”*, La documentation française, Le courrier des Pays de l'Est, Nr.1038, Aout, 2003.
 37. STULBERG, Adam, N. *“Well-Oiled Diplomacy »Strategic Manipulation and Russia's Energy Statecraft in Eurasia”*, Albany: State University of New York Press, 2007.
 38. THUMAN, Michael, *“ Diversification des sources: la meilleure stratégie pour les relations énergétiques UE-Rusie ”*, Russie. Nei.Visions, Nr.10d, IFRI, Programme de recherche Russie/Nei, Mai, 2006.
 39. YAKEMTCHOUK, Romain, *“Les objectifs de politique étrangère dans l'expansionnisme économique de la Russie”*, RSPI, Nr.296, 4/2007.
 40. ТРЕНИН, Дмитрий *“Внешняя политика Владимира Путина”*, Московский Центр Карнеги/ Dmitrii TRENIN, *“Foreign Policy of Vladimir Poutine”*, The Carnegie Moscow Center, disponible sur: <http://old.polit.ru/documents/252771.html>
 41. ТРЕНИН, Дмитрий *“Внешняя Политика”*, Московский Центр Карнеги, Январь 2008 /Dmitrii TRENIN, *“Foreign Policy”*, The Carnegie Moscow Center, January, 2008.

III. OUTILS DE TRAVAIL

1. Bibliorom Larousse – Le petit Larousse
2. Dictionnaire Allemand – Français <http://www.wordreference.com/>
3. Dictionnaire Anglais – Français <http://dico.isc.cnrs.fr/fr/index.html>
4. Dictionnaire Roumain – Français www.dictionar.us
5. Dictionnaire Russe – Anglais <http://www.rambler.ru/dict/enru>
6. Dictionnaire Russe – Français <http://www.abbyyonline.ru/>
7. Encyclopédie Wikipedia en ligne www.wikipedia.org

IV. AGENCES DE PRESSE, JOURNAUX, MAGAZINES

Agences de Presse

1. “Interfax”
2. “Itar Tass”
3. “Regards sur l’Est”
4. “Ria Novosti”

Journaux

1. “Dipkurier”
2. “Earthtimes”
3. “Financial Times”
4. “Izvestia”
5. “La Documentation française”
6. “Le Journal Développement Durable”
7. “Le Monde diplomatique”
8. “LesEchos”
9. “Nezavisimaia Gazeta”
10. “Nezavisimoe Voenoe Obozrenie”
11. “Rossiiskaia Gazeta”
12. “Tageblatt”
13. “The Moscow Times”
14. “Turkistan Newsletter”
15. “PBK daily”/RBK daily

Magazines

1. “Algerie-dz”
2. “Alliance Geostratégique”
3. “Asie-Centrale”
4. “Communist and Post-Communist Studies”
5. “Diplomaticheskii Vestnik”
6. “Foreign Affairs”
7. “Foreign Polycy Magazine”
8. “Journal of Democracy”
9. “Le Taurillon”
10. “Magazine alternatives”
11. “Mejdunarodnaia Jizni”
12. “Mondialisation”
13. “NATO Magazine”
14. “Nouvel Observateur”
15. “Polis”
16. “Politique étrangère”
17. “Politique Internationale”
18. “Pro et Contra”
19. “Revue du Marche commun et de l’Union Europeenne”
20. “RTLinfo”
21. “Russia in global affairs”
22. “Strategion”
23. “Usinenouvelle.com”

Reuves

1. “Agir”
2. “Energie et Geopolitique”
3. “Geoconfluences”
4. “Le courrier des Pays de l’Est”
5. “Revue du Marche commun et de l’Union Europeenne”

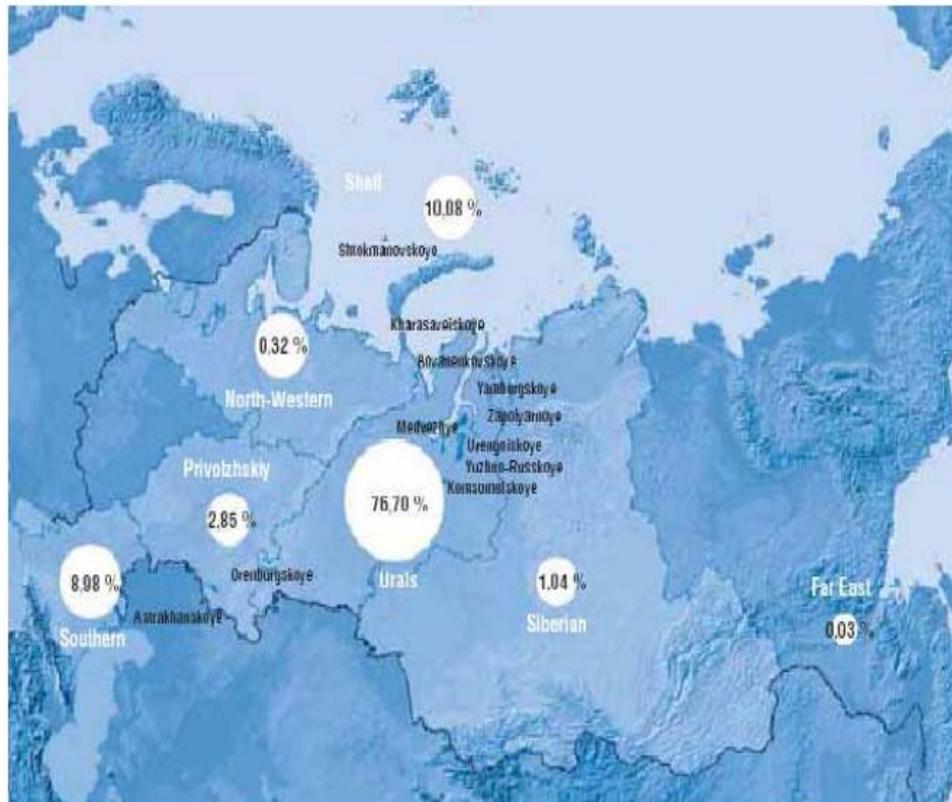
V. SOURCES ELECTRONIQUES

<http://www.algerie-dz.com>
<http://www.bp.com/>
<http://www.caucaz.com>
<http://www.centrasia.ru/>
<http://www.cerems-travail.fr/>
<http://www.challenges.fr/>
<http://www.dfid.gov.uk>
<http://www.diplomatie.gouv.fr/>
<http://www.diploweb.com>
<http://www.ecfr.eu/>
<http://ec.europa.eu/>
<http://www.elwatan.com/>
<http://www.encharter.org/>
<http://www.energyland.info/>
<http://www.eu2005.gov.uk>
<http://www.euractiv.com/>
<http://www.europa.eu.int>
<http://www.exxonmobil.com/>
<http://fondsk.ru/>
<http://www.gateway2russia.com>
<http://www.gazeta.ru/>
<http://www.gazprom.ru/>
<http://www.gdfsuez.com/>
<http://g8russia.ru/>
<http://www.iea.org>
<http://www.iehei.org>
<http://www.ifri.org/>
<http://www.infoguerre.com>
<http://www.international.gc.ca/>
<http://www.ispaim.ro>
<http://www.itar-tass.com/>
<http://www.kmg.kz/>
<http://www.kommersant.ru/>
<http://www.kremlin.ru>
<http://www.leforum.de>
<http://www.mid.ru/>
<http://www.monde-diplomatique.ro>
<http://www.mondialisation.ca/>
<http://www.nabucco-pipeline.com>
<http://newsland.ru/>
<http://www.ngv.ru/>
<http://www.objectif-chine.com/>

<http://www.oilgas.gov.tm/>
<http://old.polit.ru/>
<http://www.paris-berlin-moscou.org>
<http://www.president.kremlin.ru>
<http://premier.gov.ru/>
<http://www.rbcdaily.ru/>
<http://www.res.ethz.ch/>
<http://www.rg.ru/>
<http://www.rian.ru/>
<http://www.rusenergy.com/>
<http://www.russomania.com/>
<http://www.sakhalin-1.ru/>
<http://www.sakhalin-2.ru/>
<http://www.slavika.com/>
<http://www.themoscowtimes.com>
<http://www.turkmenistan.ru/>
<http://www.uzneftgaz.uz/>
<http://www.vedomosti.ru/>
<http://www.vremya.ru/>

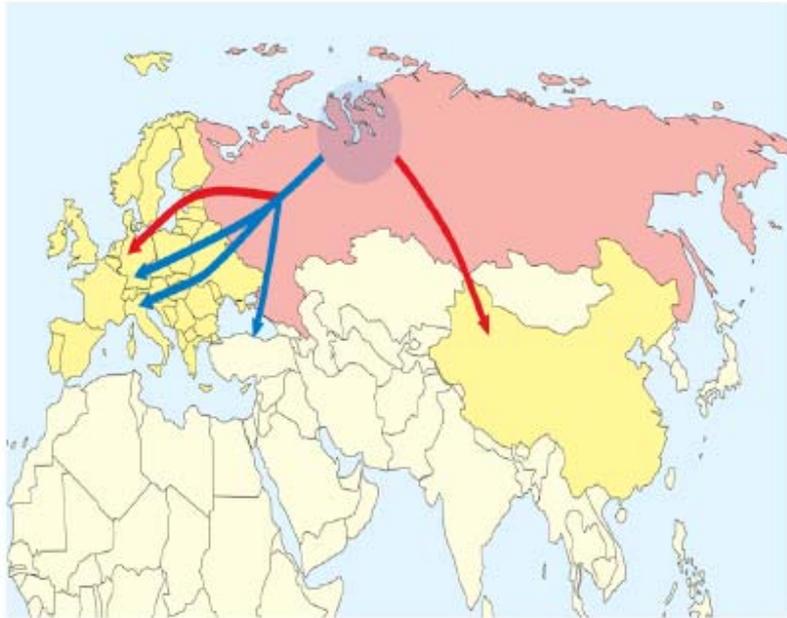
ANNEXES

Localisation des principaux gisements gaziers de Gazprom

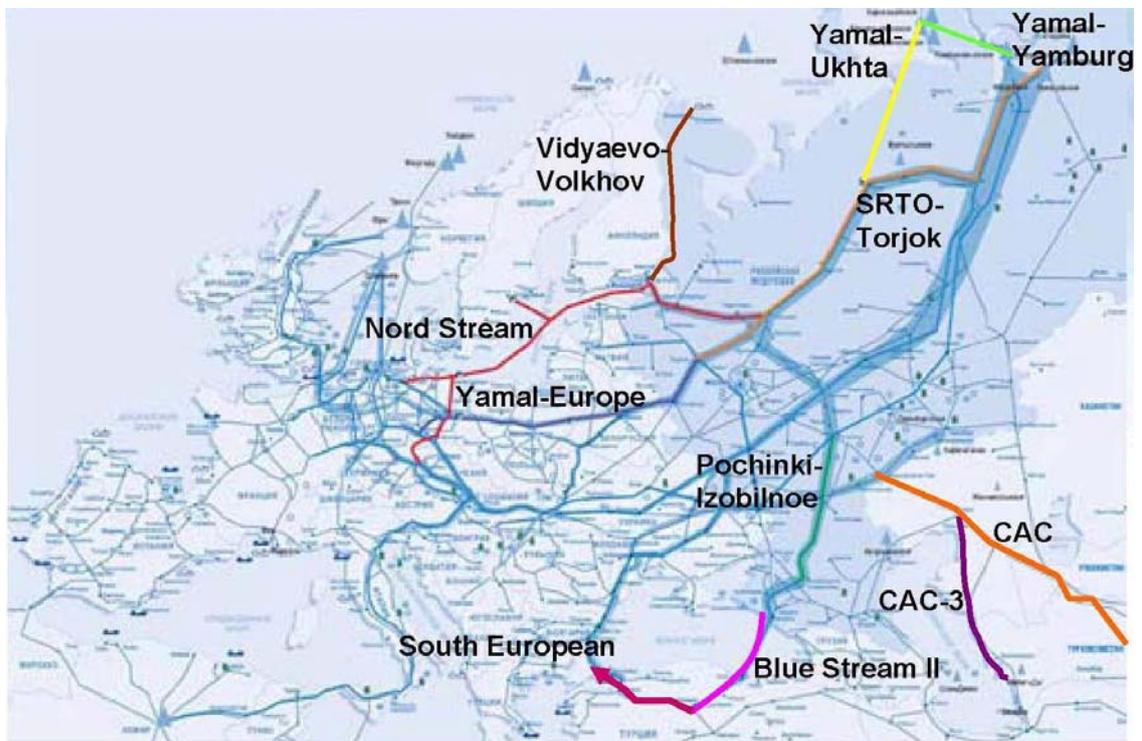


Source : Gaz de France, 17 septembre, 2007

Les principaux axes de Gazprom



Source : Gazprom, 2005



Diversification des routes d'exportation en Europe



NORTH STREAM



Source : eia.doe.gov, 2005

SOUTH STREAM



Source: www.hydrocarbons-technology.com

Les marchés d'exportation vers l'Asie Pacifique



Source : Gazprom, 2005

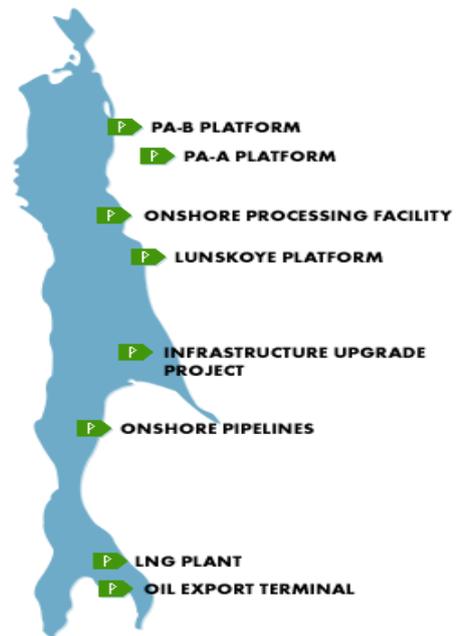
SAKHALIN – I



Source : <http://www.sakhalin-1.ru/>

SAKHALINE – II

Explore the Sakhalin II Project



Source : <http://www.sakhalin-2.ru/>